

BURKINA FASO

Ministère de la Justice

Direction des Etudes et de la Planification



TABLEAU DE BORD DE LA JUSTICE 2008

Novembre 2008

Avant-propos

A la suite de l'annuaire 2008, le Ministère de la Justice a le plaisir de mettre à la disposition des utilisateurs le tableau de bord 2008.

« *Le tableau de bord de la Justice 2008* » fait suite à la publication de « *L'annuaire statistique de la Justice 2007* » et du « *Tableau de bord de la Justice 2007* », puis à l'élaboration de « *L'annuaire statistique de la Justice 2008* ». Il présente sur le même champ (Ministère de la Justice et hautes juridictions) et sur la période 2000 à 2007, une analyse statistique de l'évolution de l'activité judiciaire et de la situation de la population carcérale au Burkina Faso.

Après une présentation de l'organisation du système judiciaire burkinabé, le tableau de bord analyse l'évolution sur la période 2000-2007 :

- des moyens humains et financiers ;
- des activités des juridictions de l'ordre judiciaire (Cour de cassation, Cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, juridictions pour enfants et tribunaux de travail) ;
- des activités des juridictions de l'ordre administratif (Conseil d'Etat, Cour des comptes, tribunaux administratifs)
- et des principales statistiques pénitentiaires.

Pour chaque type de juridictions, l'analyse porte principalement sur l'évolution des affaires nouvelles, des décisions rendues et des décisions révisées. Pour les statistiques pénitentiaires, l'analyse porte sur l'évolution de la population carcérale et de ses caractéristiques (effectifs par catégorie ; répartition par sexe et par âge des incarcérés ; répartition par sexe, par âge, par nature de l'infraction commise, par durée de détention préventive ou de la peine prononcée pour les prévenus, les inculpés et les condamnés).

Les principales innovations de cette année concernent : (i) la prise en compte des statistiques sur les effectifs et les caractéristiques des auxiliaires de justice, (ii) des statistiques plus complètes et plus harmonisées au niveau des juridictions, (iii) des statistiques démographiques complètes de la population carcérale.

Malgré les efforts faits pour le parfaire, ce document peut encore comporter des imperfections. Aussi, toute observation, critique ou suggestion pouvant contribuer à l'amélioration des prochaines éditions sera la bienvenue. J'espère que ce nouveau document apportera un éclairage supplémentaire non seulement aux professionnels spécialistes des questions juridiques, mais aussi à tous les utilisateurs intéressés.

Je saisis encore cette occasion pour remercier l'Union européenne qui nous a accompagné dans le processus d'élaboration et de diffusion des statistiques judiciaires et pénitentiaires à travers deux projets qu'elle finance : le Projet d'Appui au renforcement des capacités statistiques au Burkina Faso (ARCS) pour son soutien technique et le Programme d'appui à la consolidation du processus démocratique, l'Etat de droit et la bonne gouvernance (PADEG) pour son appui financier.

Enfin, je tiens à féliciter et à encourager l'ensemble du personnel du Ministère ayant participé à cette activité pour son dévouement.

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

Zakalia KOTE
Officier de l'ordre national

Sommaire

| | |
|--|----|
| Avant-propos..... | 3 |
| Sommaire | 5 |
| Abréviations | 7 |
| I. Organisation du système judiciaire..... | 8 |
| I.1. Organisation de l'administration exécutive ou chancellerie..... | 8 |
| I.2. Organisation des juridictions..... | 8 |
| Les juridictions de l'ordre judiciaire | 8 |
| Les juridictions de l'ordre administratif | 9 |
| II. Moyens de la Justice | 10 |
| II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires..... | 10 |
| II.2. Personnels..... | 12 |
| II.3. Budget..... | 14 |
| III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire | 16 |
| III.1. Cour de cassation..... | 16 |
| III.2. Cours d'appel..... | 18 |
| III.3. Tribunaux de grande instance | 20 |
| Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance..... | 20 |
| Activités des parquets des tribunaux de grande instance | 22 |
| Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance..... | 24 |
| Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance..... | 26 |
| Activités des greffes des tribunaux de grande instance..... | 28 |
| III.4. Tribunaux d'instance..... | 30 |
| III.5. Juridictions pour enfants : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants | 32 |
| III.6. Tribunaux du travail..... | 34 |
| IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif | 36 |
| IV.1. Cour des comptes | 36 |
| IV.2. Conseil d'Etat..... | 38 |
| IV.3. Tribunaux administratifs..... | 40 |
| V. Maisons d'arrêt et de correction | 42 |
| V.1. Nombre de détenus et occupation des maisons d'arrêt au 31/12 | 42 |
| V.2. Caractéristiques des personnes incarcérées | 44 |
| V.3. Caractéristiques des personnes prévenues | 46 |
| V.4. Caractéristiques des personnes inculpées | 48 |
| V.5. Caractéristiques des personnes condamnées | 52 |
| Glossaire..... | 56 |
| Les chiffres clés de la justice..... | 62 |

Abréviations

| | |
|-------|--|
| ARCS | Projet d'appui au renforcement des capacités statistiques |
| CA | Cour d'appel |
| CC | Cour de cassation |
| CCEP | Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques |
| CCOCT | Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales |
| CCOE | Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat |
| CE | Conseil d'Etat |
| CPAB | Centre pénitentiaire agricole de Baporo |
| DACPS | Direction des affaires civiles, pénales et du Sceau |
| DAF | Direction de l'Administration et des finances |
| DAPRS | Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale |
| DEP | Direction des études et de la planification |
| DLD | Direction de la législation et de la documentation |
| DRH | Direction des ressources humaines |
| DSP | Direction de la sécurité pénitentiaire |
| GSP | Garde de sécurité pénitentiaire |
| IGSJ | Inspection générale des services judiciaires |
| JE | Juge des enfants |
| MAC | Maison d'arrêt et de correction |
| MACO | Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou |
| OMD | Ordre de mise en détention |
| PADEG | Projet d'appui à la consolidation du processus démocratique, l'Etat de droit et la bonne gouvernance |
| RCCM | Registre du commerce et du crédit mobilier |
| TAD | Tribunal administratif |
| TAR | Tribunal d'arrondissement |
| TD | Tribunal départemental |
| TE | Tribunal pour enfants |
| TGI | Tribunal de grande instance |
| TI | Tribunal d'instance |
| TT | Tribunal du travail |

I. Organisation du système judiciaire

Le système judiciaire du Burkina Faso est organisé autour d'une administration exécutive ou chancellerie et des juridictions.

I.1. Organisation de l'administration exécutive ou chancellerie

L'organisation du Ministère de la Justice est régie par le décret N°2002-463/PRES/PM/MJ du 28 octobre 2002 portant, organisation, attribution et fonctionnement du Ministère de la justice. L'article 1 dudit décret dispose que le Ministère de la Justice est organisé autour du cabinet du Ministre et du secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre comprend : les conseillers techniques, l'Inspection technique des services judiciaires, le secrétariat particulier et le protocole du Ministre.

Le Secrétariat Général englobe les services du secrétariat général, les structures centrales, les structures déconcentrées et les structures rattachées.

Les structures centrales du Ministère de la justice sont :

- la Direction des affaires civiles, pénales et du sceau (DACPS) ;
- la Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale (DAPRS) ;
- la Direction de l'administration et des finances (DAF) ;
- la Direction des études et de la planification (DEP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction de la législation et de la documentation (DLD) ;
- la Direction de la sécurité pénitentiaire (DSP) ;
- la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM).

Les structures déconcentrées sont les juridictions et les établissements pénitentiaires. Les structures rattachées au Ministère sont : la commission nationale de codification ; la commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ; les projets et programmes du Ministère.

I.2. Organisation des juridictions

L'organisation des juridictions au Burkina Faso repose sur un double ordre de juridictions : les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions de l'ordre administratif.

Les juridictions de l'ordre judiciaire

Les juridictions de l'ordre judiciaire sont régies et organisées par la Loi N°10-93/ADP du 17 mai 1993, modifiée par la Loi N°28-2004/AN du 8 septembre 2004. Au titre de l'article 2 de cette Loi, les juridictions de l'ordre judiciaire au Burkina Faso sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux départementaux, les tribunaux d'arrondissement, les tribunaux de travail, les juges des enfants, les tribunaux pour enfants.

Ces juridictions sont organisées selon une structure pyramidale au sommet de laquelle se trouve la juridiction suprême, et suivent respectivement les juridictions de second degré et à la base de la pyramide se trouvent les juridictions de premier degré.

La juridiction suprême de l'ordre judiciaire : la Cour de cassation

La Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle a été créée par la Loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000. Elle comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre criminelle, un parquet général et un greffe.

La Cour de cassation ne constitue pas un troisième degré de juridiction car elle ne juge pas sur le fond des affaires portées devant elle. Elle se contente de vérifier si le droit a été dit en la matière.

Les juridictions de second degré de l'ordre judiciaire

Dans l'ordre judiciaire, les juridictions de second degré sont constituées exclusivement des Cours d'appel. L'article 9 de la loi 028/AN du 08 septembre 2004 dispose que la Cour d'appel comprend une chambre civile, une

chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre correctionnelle, une chambre d'accusation, une chambre criminelle et un greffe.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale et correctionnelle et de simple police par les tribunaux et les juridictions de premier degré. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles se prononcent sur le fond des affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail (art.16 loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004).

Enfin, il faut noter que la loi suscitée crée en son article 67 auprès des Cours d'appel, des tribunaux pour enfants. Ces tribunaux pour enfants sont des juridictions d'exception qui sont compétentes pour connaître des crimes commis par un mineur en premier et dernier ressort. Ils connaissent également des appels des décisions rendus par le juge des enfants.

Les juridictions de premier degré de l'ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun de l'ordre judiciaire au Burkina Faso sont par excellence les Tribunaux de Grande Instance (TGI). Conformément aux articles 19, 18, et 21 de la loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004, les TGI comprennent une chambre civile, une chambre commerciale et une chambre correctionnelle.

Il faut noter qu'au sein de chaque TGI, il existe une ou plusieurs juridictions d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

Les juridictions d'exception sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution ou exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux d'instance, des tribunaux départementaux, des tribunaux d'arrondissement, des tribunaux du travail et des juges des enfants.

Les juridictions de l'ordre administratif

Il s'agit du Conseil d'Etat, des Tribunaux administratifs et de la Cour des comptes.

Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est institué par la loi n°15-2000/ AN du 23 mai 2000. Il est la juridiction supérieure et unique de l'ordre administratif et vient en remplacement de la Chambre administrative de la cour suprême. Il est compétent pour contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative ; contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit ; harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative ; contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est non seulement juge de première et dernière instance mais également juge d'appel des décisions rendues par les tribunaux administratifs et juge de cassation.

Les Tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont été créés au siège de chaque Tribunal de Grande Instance selon la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux administratifs. Ils ont le même ressort territorial que les tribunaux de grande instance au siège duquel ils ont été créés. Conformément à l'article 5 de la loi suscitée, le tribunal administratif est, en premier ressort et en charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif. Depuis 2006, il existe sur le territoire national burkinabé deux tribunaux administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

La Cour des Comptes

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000 AN du 16/05/2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes : la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques ; l'amélioration des méthodes et techniques de gestion ; la rationalisation de l'action administrative.

Source :

Stratégie et plan d'action national pour la réforme de la justice. Plan de consolidation 2007-2009.

II. Moyens de la Justice

II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires

Points saillants :

- Le nombre de tribunaux de grande instance et d'établissements pénitentiaires, après avoir presque doublé entre 2000 et 2006, s'est stabilisé en 2007 ;
- Les tribunaux départementaux et les tribunaux d'arrondissement doivent être encadrés pour être pleinement opérationnels.

Commentaire général :

Le nombre de juridictions opérationnelles a connu une évolution importante depuis 2000 à la faveur de la réforme de la justice et des constructions nouvelles. Ainsi, en ce qui concerne les hautes cours, la réforme a pris corps à partir de 2003 avec l'ouverture effective de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. Ces hautes cours sont issues de l'éclatement de la Cour suprême en 2000 qui a donné également naissance à la Cour constitutionnelle érigée au rang d'institution.

Le nombre de juridictions de deuxième degré a aussi évolué avec l'entrée en service en 2004 des tribunaux pour enfants auprès des Cours d'appel de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

Les mutations ont été les plus importantes au niveau des juridictions du premier degré. Des juridictions nouvelles ont ouvert leurs portes en 2004, il s'agit des Juges des enfants et des tribunaux d'instance (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso). De nouveaux tribunaux de grande instance ont été mis en service. Ils étaient 10 en 2000, 11 en 2001, 12 en 2004, 16 en 2005, 19 en 2006 et 2007.

Les établissements pénitentiaires, en particulier les maisons d'arrêt et de correction, ont suivi l'évolution des TGI. Leur nombre est resté stable à 10 de 2000 à 2004 avant de passer à 15 en 2005 et 19 en 2006 et 2007.

L'ouverture de nouvelles juridictions ou de nouveaux établissements pénitentiaires a marqué une pause durant l'année 2007. Des constructions et réfections de bâtiments étaient cependant en cours à Léo, Djibo, Nouna et Orodara.

Il est à signaler la situation de deux maisons d'arrêt et de correction qui ont une existence effective sans détenus dans leurs locaux. Il s'agit de celle de Ziniaré qui fonctionne au sein de la MACO et de celle de Yako qui fonctionne au sein de la MAC de Ouahigouya.

Les juridictions de proximité que sont les tribunaux départementaux et les tribunaux d'arrondissement n'ont pas évolué. Leurs nombres étaient en 2007 de 349 TD et 8 TAR. Leurs activités sont cependant à encadrer pour qu'ils jouent pleinement leur rôle.

L'implantation spatiale des nouvelles structures est assez rationnelle et tend à décongestionner les plus sollicitées telles celles de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Notes :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Le CPAB est assimilé à une MAC.

Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

| JURIDICTIONS | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Les juridictions de l'ordre judiciaire | | | | | | | | |
| Cour de cassation | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Cours d'appel | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux d'instance | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux de grande instance | 10 | 11 | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 | 19 |
| Tribunaux du travail | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Juges des enfants | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux pour enfants | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux départementaux | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 |
| Tribunaux d'arrondissement | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Les juridictions de l'ordre administratif | | | | | | | | |
| Cour des comptes | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Conseil d'Etat | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Tribunaux administratifs | 10 | 11 | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 | 19 |
| ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES | | | | | | | | |
| Maisons d'arrêt et de correction | 10 | 10 | 10 | 10 | 11 | 15 | 19 | 19 |
| Centre pénitentiaire agricole | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2007 par localité

| Localités | CC | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TE | JE | CCO | CE | TA | MAC* |
|------------------|----------|----------|-----------|----------|------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|
| Banfora | | | 1 | | 17 | | | | | | | 1 | 1 |
| Baporo (CPAB) | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Bobo-Dioulasso | | 1 | 1 | 1 | 25 | 3 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 |
| Bogandé | | | 1 | | 7 | | | | | | | 1 | 1 |
| Boromo | | | 1 | | 17 | | | | | | | 1 | 1 |
| Dédougou | | | 1 | | 23 | | | | | | | 1 | 1 |
| Diapaga | | | 1 | | 8 | | | | | | | 1 | 1 |
| Dori | | | 1 | | 26 | | | | | | | 1 | 1 |
| Fada N'gourma | | | 1 | | 12 | | | | | | | 1 | 1 |
| Gaoua | | | 1 | | 28 | | | | | | | 1 | 1 |
| Kaya | | | 1 | | 19 | | | | | | | 1 | 1 |
| Kongoussi | | | 1 | | 9 | | | | | | | 1 | 1 |
| Koudougou | | | 1 | | 25 | | 1 | | | | | 1 | 1 |
| Manga | | | 1 | | 12 | | | | | | | 1 | 1 |
| Ouagadougou | 1 | 1 | 1 | 1 | 34 | 5 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Ouahigouya | | | 1 | | 22 | | | | | | | 1 | 1 |
| Tenkodogo | | | 1 | | 30 | | | | | | | 1 | 1 |
| Tougan | | | 1 | | 14 | | | | | | | 1 | 1 |
| Yako | | | 1 | | 9 | | | | | | | 1 | 1 |
| Ziniaré | | | 1 | | 12 | | | | | | | 1 | 1 |
| Total | 1 | 2 | 19 | 2 | 349 | 8 | 3 | 2 | 2 | 1 | 1 | 19 | 20 |

*Y compris CPAB.

II.2. Personnels

Points saillants :

- L'accroissement des personnels judiciaires et des GSP a continué à un rythme soutenu en 2007 ;
- Le nombre de magistrats dans le système judiciaire pour 100 000 habitants, après une forte croissance entre 2000 et 2006, s'est maintenu en 2007.
- Le taux d'encadrement des détenus dans les MAC, évalué par le ratio GSP/Détenus, après avoir connu une évolution favorable en baissant régulièrement au cours des 7 précédentes années, s'est stabilisé en 2007.

Commentaire général :

Le nombre de magistrats a presque doublé entre 2000 et 2007 en passant de 176 à 341. En 2007, le taux d'évolution de ce nombre est resté soutenu à 7,6% mais il est inférieur d'un point à celui de l'année précédente où il était à 8,6%. La répartition des magistrats par sexe n'a pas changé, on a noté seulement une toute légère croissance de la proportion de magistrates qui est passée de 24,3% en 2006 à 24,6% en 2007. Le nombre de magistrats dans les juridictions a augmenté de 9,6% en 2007 tandis que l'on a observé que la chancellerie ne comptait plus que 22 magistrats contre 26 en 2006.

Le nombre de magistrats pour 100 000 habitants a fortement progressé au cours de la période 2000-2006 (passant de 1,4 à 2,2), il est resté identique entre 2006 et 2007 malgré l'augmentation considérable du nombre de magistrats.

En 2007, l'ensemble du personnel *greffier* était composé de 281 personnes dont 31,7% de femmes. La répartition par grade était la suivante : 15,3% de greffiers en chef, 35,6% de greffiers, 49,1% de secrétaires de greffes et parquets. Les hommes sont largement majoritaires dans tous les grades mais le personnel *greffier* est celui des corps de métiers de la justice qui a en son sein la plus forte proportion de femmes.

Le personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire dans les centres de détention a été multiplié par plus de 5 entre 2000 et 2007 en passant de 128 à 660. En 2007, l'augmentation a été très forte : 34,4% contre seulement 8,6% en 2006. Cet accroissement a été cependant un peu moins rapide en 2007 que celui de la population carcérale avec pour conséquence une stagnation du nombre de détenus par GSP (6,4 en 2007 contre 6,3 en 2006). Ceci rompt avec la baisse régulière des sept dernières années.

L'effectif des notaires, relativement faible sur toute l'étendue du territoire, a diminué en passant de 10 en 2000 à 9 en 2007. Cette année, il n'y a eu aucune nouvelle inscription au tableau de l'Ordre des notaires. Parmi les 9 notaires dénombrés en 2007, 3 sont des femmes et 7 exercent dans la zone d'appel de Ouagadougou contre 2 dans la zone d'appel de Bobo-Dioulasso.

En 2007, le pays compte 131 avocats inscrits à l'Ordre dont 19,1% de femmes. L'ensemble des avocats sont installés dans les villes de Ouagadougou (90,8%) et de Bobo-Dioulasso (9,2%) mais couvrent cependant l'ensemble du territoire.

Les huissiers de justice quant à eux sont en 2007 au nombre de 30 dont 4 femmes. A la différence des avocats, ils sont installés dans 7 villes du pays. Cependant près des 2/3 de ce personnel exerce dans la ville de Ouagadougou.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par sexe : Rapport entre le nombre de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Proportion de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par position : Rapport entre le nombre de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats et la population du pays multiplié par 100 000.

Taux d'encadrement des détenus par GSP : Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

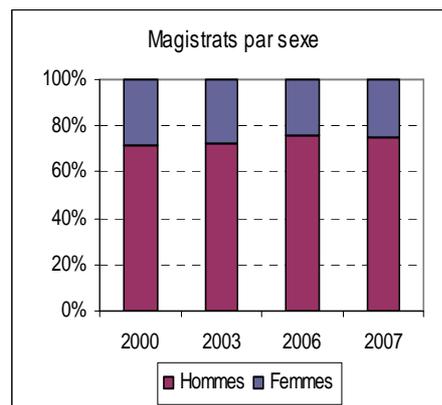
Sources statistiques :

Les effectifs des personnels du Ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats pour l'année judiciaire 2007/2008 et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.

Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants

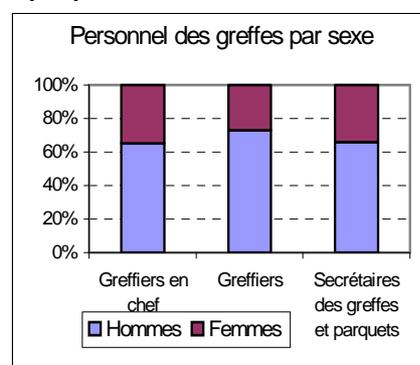
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Ensemble | 176 | 189 | 207 | 237 | 265 | 292 | 317 | 341 |
| Sexe | | | | | | | | |
| Hommes | 126 | 139 | 149 | 171 | 196 | 221 | 240 | 257 |
| Femmes | 50 | 50 | 58 | 66 | 69 | 71 | 77 | 84 |
| Position | | | | | | | | |
| Chancellerie | 20 | 21 | 20 | 21 | 23 | 24 | 26 | 22 |
| Juridictions | 135 | 141 | 159 | 184 | 213 | 239 | 261 | 286 |
| Détachements, disponibilité | 21 | 27 | 28 | 32 | 29 | 29 | 30 | 33 |
| Magistrats* pour 100 000 habitants | 1,4 | 1,4 | 1,5 | 1,7 | 1,9 | 2,1 | 2,2 | 2,2 |

* Non compris détachements, disponibilité et mis à disposition



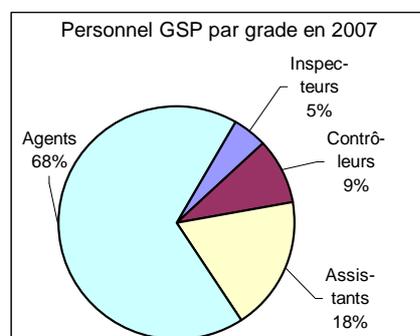
Greffiers en chef, Greffiers, Secrétaires des greffes et parquets par sexe et par position en 2007

| | Greffiers en Chef | Greffiers | Secrétaires de Greffes et Parquets | Total | % du total |
|-----------------|-------------------|-----------|------------------------------------|-------|------------|
| Ensemble | 43 | 100 | 138 | 281 | 100,0 |
| Sexe | | | | | |
| Hommes | 28 | 73 | 91 | 192 | 68,3 |
| Femmes | 15 | 27 | 47 | 89 | 31,7 |
| Position | | | | | |
| Chancellerie | 4 | 1 | 12 | 17 | 6,0 |
| Juridictions | 39 | 99 | 124 | 262 | 93,2 |



Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention et ratio Détenus/GSP

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| GSP dans les MAC | 128 | 203 | 224 | 290 | 344 | 452 | 491 | 660 |
| Population carcérale | 2 204 | 2 757 | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 | 4 207 |
| Détenus par GSP | 17,2 | 13,6 | 11,3 | 8,3 | 8,1 | 7,3 | 6,3 | 6,4 |



Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation

| Année | Notaires | | | Huissiers de justice 2007 | Avocats 2007 |
|-----------------|-----------|----------|----------|---------------------------|--------------|
| | 2000 | 2006 | 2007 | | |
| Ensemble | 10 | 9 | 9 | 30 | 131 |
| Sexe | | | | | |
| Hommes | 8 | 6 | 6 | 26 | 106 |
| Femmes | 2 | 3 | 3 | 4 | 25 |
| Position | | | | | |
| Bobo-Dioulasso | 2 | 2 | 2 | 6 | 12 |
| Dédougou | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Kaya | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Ouagadougou | 8 | 7 | 7 | 19 | 119 |
| Ouahigouya | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Tenkodogo | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |

II.3. Budget

Points saillants :

- Les dotations budgétaires ont nettement baissé en 2007 par rapport à 2006 ;
- La part du budget du Ministère de la Justice dans le budget de l'Etat a nettement reculé en 2007 ;
- Le taux de consommation des dotations budgétaires en 2007 est le plus appréciable des 8 dernières années.

Commentaire général :

Les dotations budgétaires du Ministère de la justice ont baissé de 29,3% en 2007 par rapport à leur niveau de 2006. Cette croissance négative a rompu avec la forte progression des trois dernières années. La part de ce budget dans le budget de l'Etat a aussi considérablement baissé en 2007. Elle est de 0,8 % contre 1,1% en 2005 et 2006. La quête de la paix et de la bonne gouvernance étant indispensable pour la construction d'un véritable état de droit, cette baisse de la part du budget du Ministère de la justice dans le budget national doit s'inverser pour permettre d'assurer une justice de plus en plus performante et de proximité.

La structure des dotations budgétaires en 2007 s'est modifiée par rapport à celle des trois dernières années au cours desquelles on a assisté à une progression toujours plus importante de la part des investissements en atteignant près de 72% du budget global en 2006. En 2007, cette part n'est plus que de 47,6%. La réduction des dotations budgétaires a donc surtout concerné les investissements qui représentaient alors moins de la moitié de ce qu'ils étaient en 2006. Les dotations pour les autres postes (personnel, matériel et transferts courants) ont quant à elles connu une croissance par rapport à 2006.

Le Ministère de la justice a démontré en 2007 une capacité extraordinaire d'absorption des financements mis à sa disposition. Les consommations budgétaires ont été en effet les plus importantes de son histoire et le taux de consommation du budget de 90,4% est le plus important des huit dernières années. Cette bonne performance s'explique principalement par la forte utilisation des ressources allouées aux investissements.

Le fort taux d'exécution du budget témoigne des efforts consentis par le Ministère pour atteindre les missions qui lui ont été assignés.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'Etat : Rapport entre le montant total des dotations budgétaires du Ministère de la justice et le montant total du budget de l'Etat.

Part des dotations budgétaires par rubrique : Rapport entre le montant des dotations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des dotations budgétaires.

Part des consommations budgétaires par rubrique : Rapport entre le montant des consommations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des consommations budgétaires.

Taux de consommation des dotations budgétaires : Rapport entre le montant des consommations budgétaires et le montant des dotations budgétaires.

Taux de croissance : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base.

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2000 à 2007 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense et des rapports du Programme d'investissements publics du Ministère de l'économie et des finances.

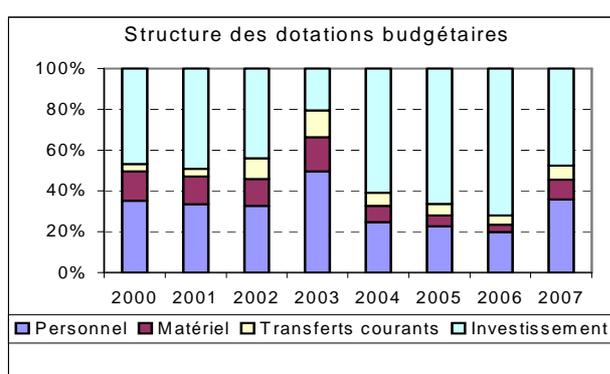
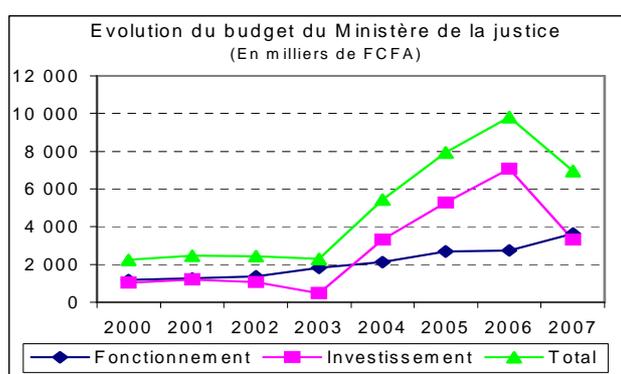
Montants des dotations budgétaires de dépenses du budget prévisionnel (en millions de FCFA)

| | 2000 | 2001* | 2002* | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Personnel | 785,3 | 821,7 | 791,1 | 1 141,5 | 1 341,2 | 1 805,3 | 1 949,0 | 2 477,7 |
| Matériel | 323,7 | 338,9 | 317,9 | 384,9 | 430,1 | 412,9 | 338,9 | 683,0 |
| Transferts courants | 77,0 | 92,3 | 253,6 | 301,1 | 347,9 | 461,9 | 462,7 | 475,9 |
| Equipement-investissement-transferts en capital** | 1 046,1 | 1 214,5 | 1 067,2 | 474,7 | 3 311,0 | 5 262,9 | 7 066,5 | 3 305,5 |
| Total | 2 232,1 | 2 467,4 | 2 429,8 | 2 302,2 | 5 430,2 | 7 943,0 | 9 817,1 | 6 942,1 |
| Taux de croissance annuelle | | 10,5% | -1,5% | -5,3% | 135,9% | 46,3% | 23,6% | -29,3% |
| Part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'Etat | 0,4% | 0,5% | 0,4% | 0,4% | 0,5% | 1,1% | 1,1% | 0,8% |

*Les chiffres de 2001 et 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

**Y compris ressources extérieures non prises en compte dans les lois de finances.

Source : Lois de finances et rapports du Programme d'investissements publics



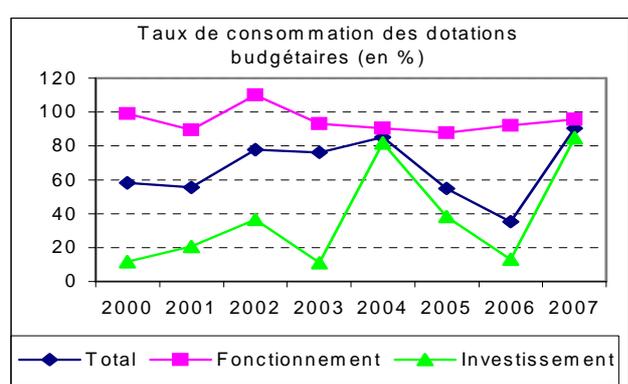
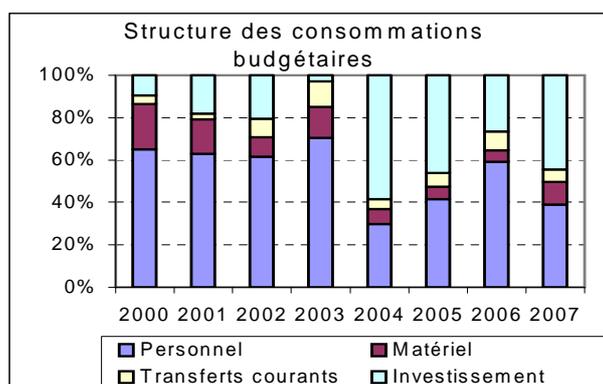
Consommations et dotations budgétaires des dépenses de fonctionnement (en millions de FCFA)

| | 2000 | 2001* | 2002* | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Consommations | | | | | | | | |
| Personnel | 842,8 | 859,3 | 1 163,3 | 1 231 | 1 381,8 | 1 804,4 | 2 042,9 | 2 451,9 |
| Matériel | 279,3 | 223,1 | 174,8 | 255,6 | 316 | 262,1 | 178,9 | 657,3 |
| Transferts courants | 54,0 | 37,0 | 159,3 | 211,4 | 218,9 | 289,3 | 315,1 | 371,5 |
| Equipement-investissement-transferts en capital** | 121,8 | 249,0 | 390,9 | 51,3 | 2 703,6 | 2 008,8 | 913,8 | 2 797,4 |
| Total | 1 297,9 | 1 368,4 | 1 888,3 | 1 749,3 | 4 620,3 | 4 364,6 | 3 450,7 | 6 278,1 |
| Dotations | 2 232,1 | 2 467,4 | 2 429,8 | 2 302,2 | 5 430,2 | 7 943,0 | 9 817,1 | 6 942,1 |
| Taux de consommation des dotations | 58,1% | 55,5% | 77,7% | 76,0% | 85,1% | 54,9% | 35,1% | 90,4% |

*Les chiffres de 2001 et 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

**Y compris ressources extérieures non prises en compte dans les lois de finances.

Source : Circuit de la dépense / Ministère de l'Economie et des Finances et rapports du Programme d'investissements publics



III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Points saillants :

- Un nombre d'affaires nouvelles et de décisions rendues relativement stable en 2007 par rapport à 2006 ;
- Une augmentation des décisions rendues sur le fond et des décisions rédigées en 2007 par rapport à 2006.

Commentaire général :

Les activités de la cour de cassation en 2007 n'ont pas connu une variation significative tant au niveau des affaires nouvelles qu'au niveau des décisions rendues par rapport à l'année 2006.

La répartition des affaires nouvelles dans les différentes chambres n'a également pas subi de changement majeur en dehors des Chambres mixte et réunies qui ont reçu des affaires contrairement à l'année 2006. On note que 34,7% des affaires nouvelles sont allées dans la Chambre civile, 25,9% dans la Chambre sociale, 14,7% dans la Chambre commerciale, 10,6% dans la Chambre criminelle et dans la juridiction du premier Président, et enfin 3,5% dans les Chambres mixte et réunies.

Les décisions rendues en 2007 sont composées de 61,5% de décisions sur le fond contre 45,1% en 2006. Cette poussée des décisions sur le fond est principalement due à celles de rejet dont la proportion dans l'ensemble des décisions a augmenté de 14,5 points passant de 30,9% en 2006 à 45,3% en 2007. La proportion des décisions de cassation a également augmenté mais faiblement. En dehors des décisions de rejet et de cassation, la part de tous les autres types de décisions (irrecevabilité, désistement, etc.) a reculé par rapport à 2006.

Les décisions rédigées ont connu une augmentation de 25,3% par rapport à 2006 et 125,5% par rapport à 2000. En 2007 plus des 3/4 des décisions rendues ont été rédigées.

En ce qui concerne l'orientation des affaires par le Parquet général de la Cour de cassation entre ses différentes chambres, on note globalement une augmentation des affaires orientées de 11,6% par rapport à 2006. Les affaires orientées vers la Chambre criminelle ont plus que doublé passant de 20 en 2006 à 46 en 2007. Cette Chambre devient ainsi, relativement aux autres, celle vers laquelle le Parquet a orienté le plus d'affaires en 2007, contrairement à 2006 où cette place était occupée par la Chambre civile. Les affaires orientées vers les Chambres civile et sociale ont reculé par rapport à 2006 respectivement de 29,8% et 26,3%, celles orientées vers la Chambre commerciale ont augmenté de 56,5%.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour de cassation.

Part des affaires orientées par le Parquet vers une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers une chambre et le nombre total d'affaires orientées par le Parquet général vers toutes les chambres.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

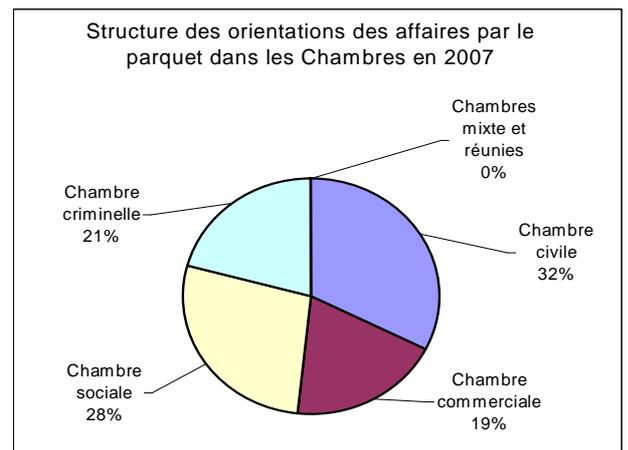
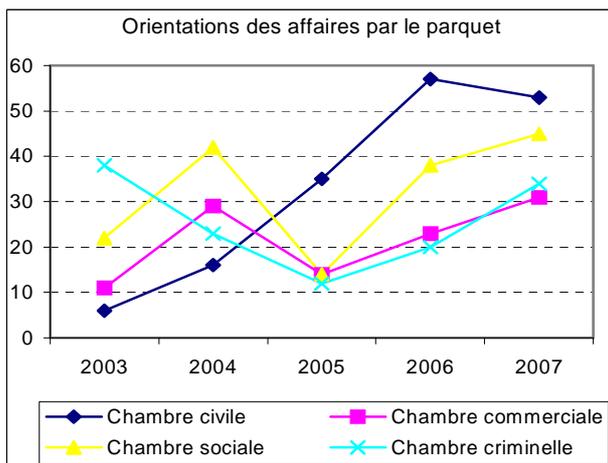
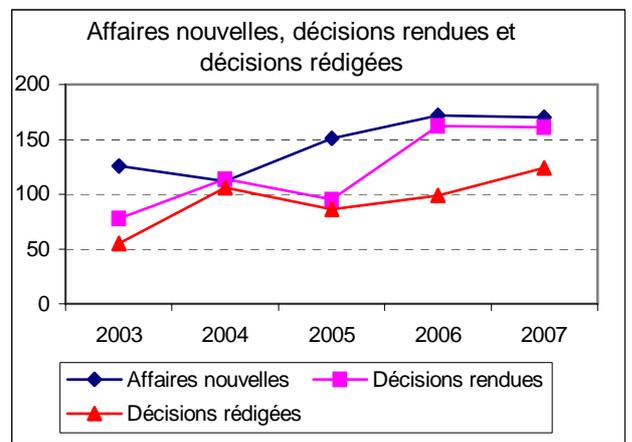
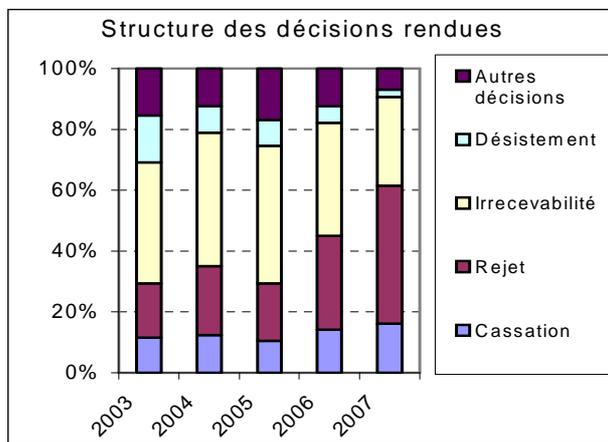
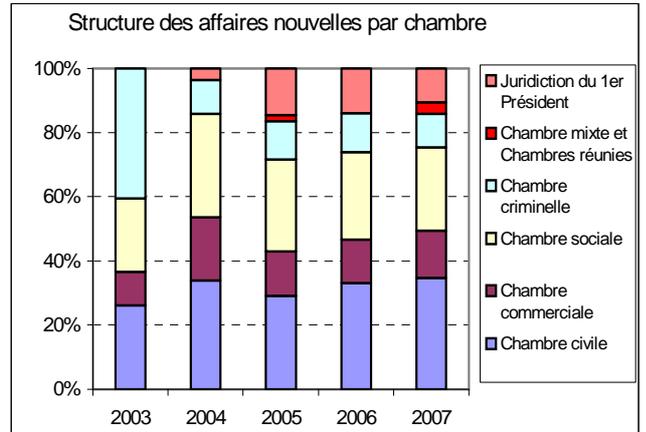
Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plunitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plunitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Activités de la Cour de cassation

Affaires nouvelles et décisions rendues

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Affaires nouvelles | 126 | 112 | 151 | 172 | 170 |
| Décisions rendues | 78 | 114 | 95 | 162 | 161 |
| dont décisions sur le fond | 23 | 40 | 28 | 73 | 99 |
| % de décisions sur le fond | 29,5 | 35,1 | 29,5 | 45,1 | 61,5 |
| Proportion de décisions rédigées (%) | 70,5 | 90,6 | 84,3 | 58,2 | 77,0 |



III.2. Cours d'appel

Points saillants :

- Un nombre d'affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales identique en 2007 par rapport à 2006 ;
- Une augmentation des décisions civiles, commerciales et sociales rendues en 2007 par rapport à 2006 ;
- Un léger recul des affaires pénales enregistrées en 2007 par rapport à 2006.

Commentaire général :

Le nombre d'affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales enregistrées en 2007 dans les cours d'appel est resté identique à celui de 2006. La composition de ces affaires selon leur origine n'a également pas beaucoup changé. On dénote toujours une prédominance des affaires provenant des tribunaux de grande instance suivies de loin par celles provenant des tribunaux du travail. Cependant, par rapport à 2006, on a noté en 2007 une légère baisse des affaires en provenance des tribunaux de grande instance et une augmentation de celles provenant des tribunaux de travail. Les saisines directes ont connu une baisse de moitié et les affaires provenant des tribunaux d'instance sont restées inchangées.

Les décisions rendues par les cours d'appel ont globalement augmenté de 18,9% en 2007 par rapport à 2006, augmentation due principalement aux juridictions des premiers Présidents et aux chambres correctionnelles dont les décisions ont augmenté respectivement de 62,7% et de 42,2%. Les décisions sur le fond sont restées majoritaires (70,1%) et la plupart (6 sur 10) confirment la décision prise en première instance.

Sur la période 2000-2006, si la moyenne annuelle du nombre de décisions civiles, commerciales et sociales rendues par la Cour d'appel de Ouagadougou était de 1,5 fois celle de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso, on note qu'en 2007 les choses ont changé avec un accroissement de 61,3% du nombre de décisions rendues par la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso contre une baisse de 2,2% de celui de la Cour d'appel de Ouagadougou.

Quant aux activités pénales, le nombre des affaires nouvelles a sensiblement diminué en 2007 par rapport à 2006. La composition de ces affaires selon leur nature a peu changé : on note toujours une prédominance des affaires criminelles qui représentent en 2007 environ 70% de l'ensemble des affaires pénales. Les affaires délictuelles viennent ensuite tandis que les contraventions pénales ont presque disparu.

La structure des affaires pénales envoyées par les parquets généraux dans les chambres correctionnelles et d'accusation n'a pas changé depuis 2000. Les affaires envoyées dans les chambres d'accusation sont majoritaires. Cette majorité tend légèrement et régulièrement à se renforcer d'année en année depuis 2004.

Les décisions rendues par les chambres d'accusation sont majoritairement le renvoi en chambres criminelles. En 2007, cette occurrence a représenté 83% des décisions des chambres d'accusation. Seulement 1% des décisions ont conduit à un renvoi en chambres correctionnelles.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour d'appel.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

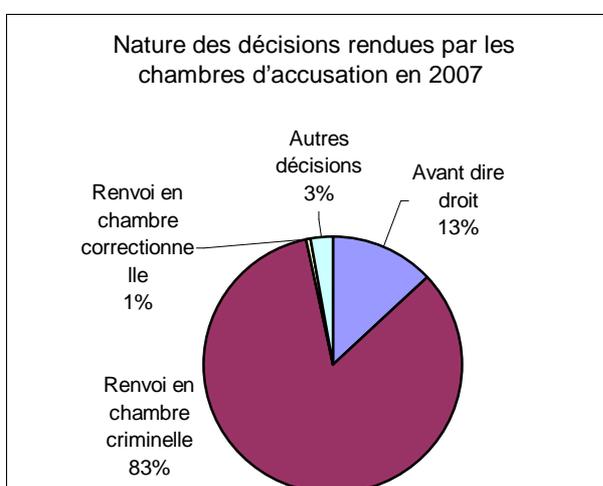
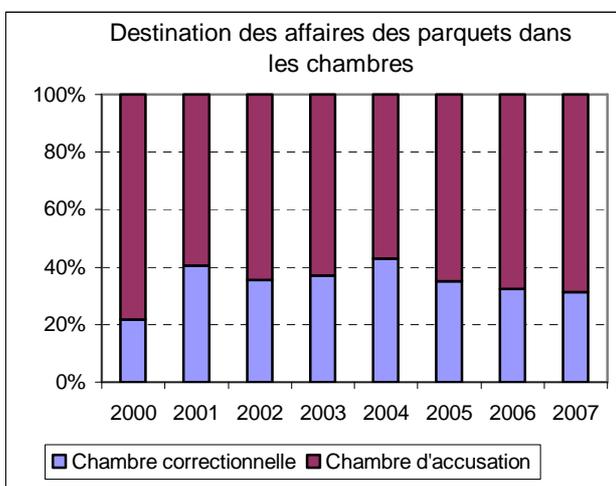
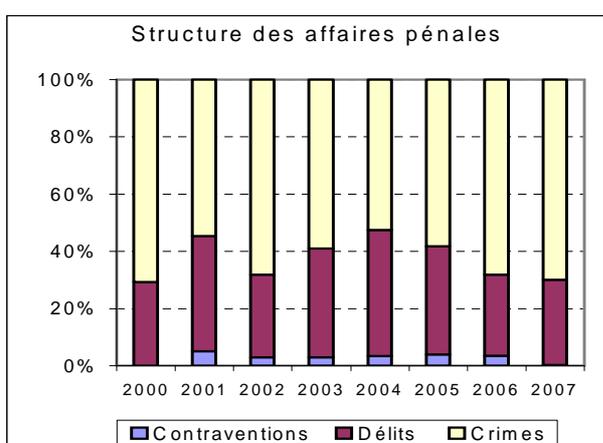
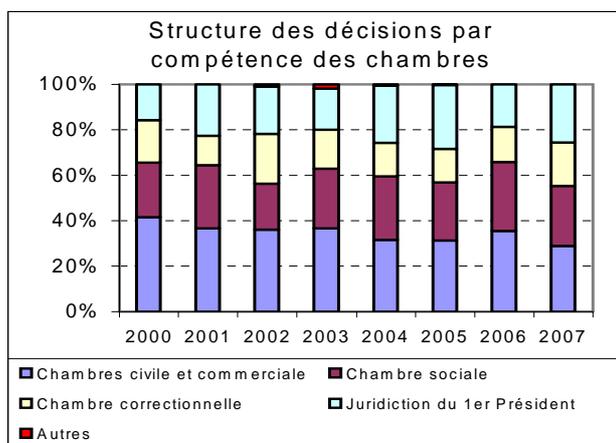
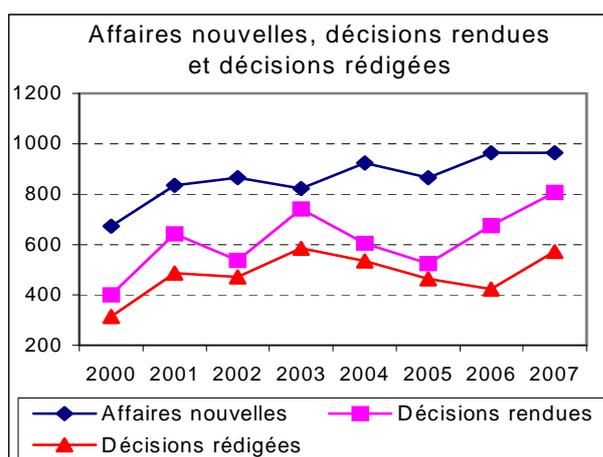
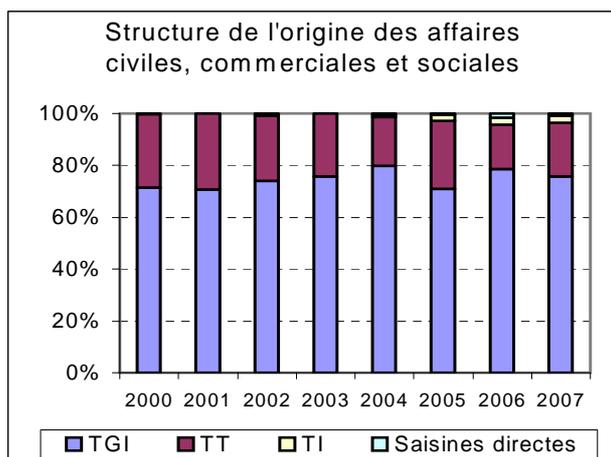
Sources statistiques :

Rôle général, rôle social, plunitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, criminels et de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles et décisions rendues

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Affaires nouvelles | 673 | 836 | 865 | 824 | 924 | 866 | 964 | 964 |
| Décisions rendues | 400 | 643 | 537 | 748 | 605 | 531 | 679 | 807 |
| dont décisions sur le fond | 299 | 441 | 349 | 558 | 446 | 377 | 514 | 566 |
| % de décisions sur le fond | 74,8% | 68,6% | 65,0% | 75,1% | 73,8% | 71,8% | 75,8% | 70,1% |
| Proportion de décisions rédigées | 78,5% | 75,3% | 87,9% | 78,2% | 88,2% | 87,2% | 62,3% | 71,0% |



III.3. Tribunaux de grande instance

Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Une croissance remarquable des affaires nouvelles en 2007 par rapport à 2006 ;
- Une proportion de décisions rédigées en constante augmentation depuis 2005.

Commentaire général :

Les affaires civiles et commerciales sont dominées principalement par les ordonnances. Si l'on ne tient pas compte de celles-ci, on note que les affaires civiles et commerciales nouvelles ont progressé de 22,5% en 2007 par rapport à 2006. Cet accroissement important reste cependant inférieur aux 28,0% réalisés en 2006 par rapport à 2005. Il y a donc eu en 2007 un fléchissement de la progression des affaires nouvelles civiles et commerciales hors ordonnances et injonctions de payer. La croissance est due en 2007 aux TGI récemment ouverts (Yako, Tougan, Diapaga et Ziniaré) et à ceux de Bobo-Dioulasso, Tenkodogo et Kaya.

Les décisions rendues dans les mêmes types d'affaires, considérées hors avants dire droit et hors jonctions, ont connu en 2007 une hausse 2 fois moins importante que celle des affaires nouvelles par rapport à 2006. Il va certainement en résulter une augmentation des instances. C'est également le cas des jugements rédigés qui augmentent d'année en année mais sans jamais atteindre les jugements rendus. On note cependant avec satisfaction que dans la plupart des TGI (une douzaine), la proportion de décisions rédigées par rapport à celles qui sont rendues est égale ou même supérieure à 100. Cela indique que toutes les décisions rendues sont rédigées et même que les instances sont rattrapées.

La structure de l'ensemble des décisions rendues par les tribunaux de grandes instances dans les affaires civiles et commerciales montre que la majorité des décisions rendues est composée d'ordonnances (autour de 75%). Les affaires civiles ont aussi gardé une constance contrairement aux injonctions de payer qui ont baissé au cours de la période 2000-2007.

La composition des décisions rendues par type de comparution ne s'est pas modifiée en 2007 par rapport à 2006. On a toujours plus de 95% de décisions rendues contradictoirement et des proportions de décisions rendues par défaut ou réputées contradictoires qui sont faibles.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

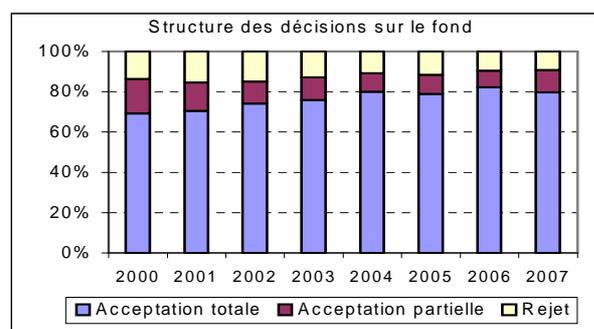
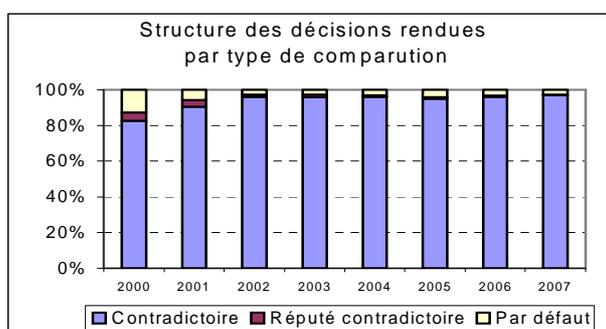
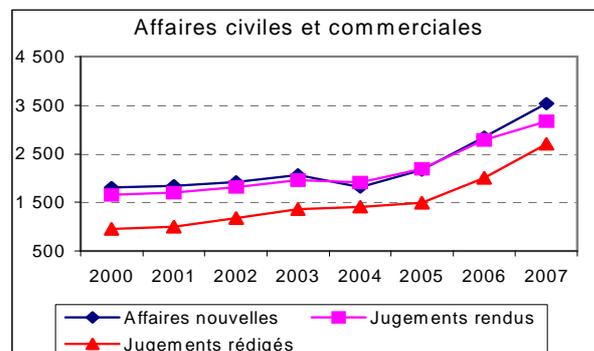
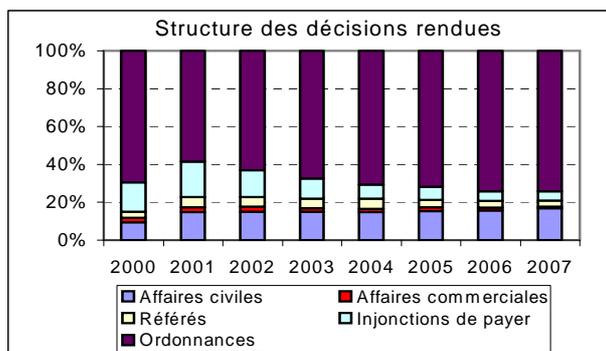
Sources statistiques

Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.

Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles civiles et commerciales et décisions rendues (y compris référés, hors injonctions de payer et ordonnances, hors avants dire droit et jonctions)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Affaires nouvelles | 2 283 | 2 367 | 2 453 | 2 690 | 2 425 | 2 684 | 3 435 | 4 209 |
| Décisions rendues | 2 103 | 2 163 | 2 328 | 2 525 | 2 518 | 2 654 | 3 334 | 3 694 |
| dont décisions sur le fond | 1 600 | 1 841 | 2 061 | 2 285 | 2 272 | 2 349 | 3 031 | 3 402 |
| % de décisions sur le fond | 76,1% | 85,1% | 88,5% | 90,5% | 90,2% | 88,5% | 90,9% | 92,1% |
| Proportion de décisions rédigées | 62,1% | 62,6% | 67,1% | 70,1% | 80,3% | 69,3% | 72,2% | 79,4% |



Affaires civiles et commerciales nouvelles et décisions rendues par tribunal de grande instance

| | Affaires nouvelles | | | Décisions rendues | | | | | |
|-----------------|--------------------|------------------|-------------|-------------------|------------------|-------------|------------------------------|---------------|-------------------------|
| | Nombre | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | | Par affaires nouvelles (en%) | Par magistrat | % de Décisions rédigées |
| | | 2000 | 2006 | | 2000 | 2006 | | | |
| Ensemble | 4 209 | 84,4 | 22,5 | 3 694 | 75,7 | 10,8 | 87,8 | 21,7 | 79,4 |
| Banfora | 39 | - | -4,9 | 52 | - | 8,3 | 133,3 | 8,7 | 59,6 |
| Bobo-Dioulasso | 589 | 13,3 | 59,6 | 559 | 44,4 | 10,0 | 94,9 | 19,3 | 84,6 |
| Bogandé | 23 | - | -4,2 | 21 | - | -8,7 | 91,3 | 4,2 | 104,8 |
| Boromo | 42 | - | -6,7 | 38 | - | 18,8 | 90,5 | 7,6 | 100,0 |
| Dédougou | 127 | 84,1 | -8,0 | 131 | 114,8 | 2,3 | 103,1 | 18,7 | 101,5 |
| Diapaga | 27 | - | 145,5 | 26 | - | 136,4 | 96,3 | 8,7 | 100,0 |
| Dori | 53 | 194,4 | 1,9 | 49 | 172,2 | -5,8 | 92,5 | 12,3 | 75,5 |
| Fada N'gourma | 87 | 135,1 | -4,4 | 78 | 110,8 | -9,3 | 89,7 | 7,8 | 100,0 |
| Gaoua | 86 | 405,9 | 0,0 | 95 | 1 800,0 | 58,3 | 110,5 | 15,8 | 67,4 |
| Kaya | 211 | 627,6 | 31,1 | 189 | 490,6 | 32,2 | 89,6 | 27,0 | 99,5 |
| Kongoussi | 114 | - | 1,8 | 111 | - | 15,6 | 97,4 | 22,2 | 118,0 |
| Koudougou | 233 | - | -14,7 | 234 | - | 4,0 | 100,4 | 29,3 | 100,0 |
| Manga | 103 | - | 6,2 | 103 | - | 110,2 | 100,0 | 20,6 | 100,0 |
| Ouagadougou | 1807 | 19,5 | 16,2 | 1 404 | -6,1 | -9,1 | 77,7 | 39,0 | 56,3 |
| Ouahigouya | 86 | 79,2 | -13,1 | 81 | 88,4 | -15,6 | 94,2 | 10,1 | 79,0 |
| Tenkodogo | 254 | 669,7 | 38,8 | 211 | 779,2 | 46,5 | 83,1 | 30,1 | 100,5 |
| Tougan | 40 | - | 185,7 | 35 | - | 600,0 | 87,5 | 7,0 | 94,3 |
| Yako | 112 | - | 1 766,7 | 106 | - | 1 666,7 | 94,6 | 21,2 | 100,0 |
| Ziniaré | 176 | - | 125,6 | 171 | - | 119,2 | 97,2 | 28,5 | 100,0 |

Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Un fort taux d'accroissement des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI en 2007 par rapport à 2006 ;
- Une forte croissance du nombre de mineurs impliqués dans les affaires enregistrées dans les parquets des TGI en 2007 par rapport à 2006.

Commentaire général :

Les parquets des tribunaux de grande instance ont enregistré en 2007 des affaires nouvelles en augmentation de 10,2% par rapport à 2006. Cette augmentation est plus faible que celle enregistrée en 2006 qui était de 17,7% par rapport à 2005. Les tribunaux de grande instance de Yako, Diapaga, Banfora ont contribué fortement à l'augmentation des affaires nouvelles avec des taux d'accroissement respectifs de 446,2%, 232,6% et 64,7% par rapport à 2006. Le parquet du tribunal de grande instance de Ouagadougou reste celui qui enregistre le plus grand nombre d'affaires nouvelles avec en 2007 26,8% de l'ensemble des affaires nouvelles enregistrées au niveau national. Le parquet du TGI de Bobo-Dioulasso suit de très loin avec 12%.

La composition des orientations des affaires par les parquets n'a pas changé par rapport aux années précédentes. En 2007, les affaires nouvelles des parquets ont été orientées à 76,3% vers les chambres correctionnelles, à 9,1% vers les cabinets d'instruction et le reste a été classé sans suite. Le taux de classement sans suite de 14,6% en 2007 a augmenté de 3 points par rapport à 2006, le taux de réponse pénale a donc baissé d'autant.

En 2007, 72,9% des affaires orientées dans la chambre correctionnelle sont des affaires de flagrant délit, alors qu'elles étaient de 61% en 2000 et 73% en 2006. Les affaires orientées en citations directes, bien que minoritaires ont augmenté de 10,7% par rapport à l'année 2000.

La catégorie d'infractions de loin la plus fréquente est restée en 2007 comme par le passé les crimes et délits contre les biens. Cette catégorie représente à elle seule près de 6 affaires sur 10, ce qui était déjà le cas en 2006. Cette place prépondérante est toujours due principalement au groupe d'infractions « vols, recels, extorsions et escroqueries » qui est de loin le plus fréquent et concerne 47,6% des affaires. Par rapport à 2006, les infractions pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs ont augmenté de 34,6%, celles des crimes et délits contre les biens de 11,9%. Les contraventions pénales ont, quant à elles, reculé de 20,8%, les infractions en matière d'armes et de munitions de 6,8% et les infractions pour crimes et délits contre la chose publique de 5,3%.

Les activités pénales relatives aux mineurs se sont encore considérablement accrues en 2007 avec 365 mineurs impliqués dans les affaires pénales contre 219 en 2005 et 252 en 2006. En 2007, une proportion plus importante de ces mineurs a été mise en détention provisoire par rapport à 2006, soit 60,8% contre 58,7%.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

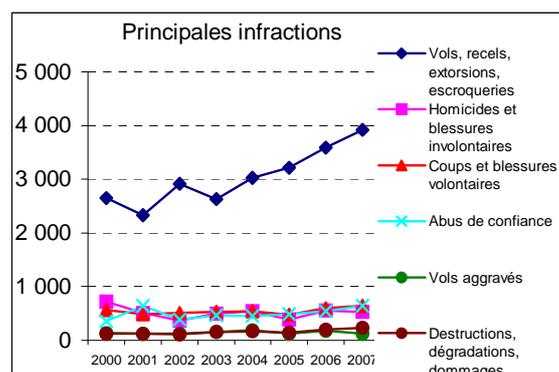
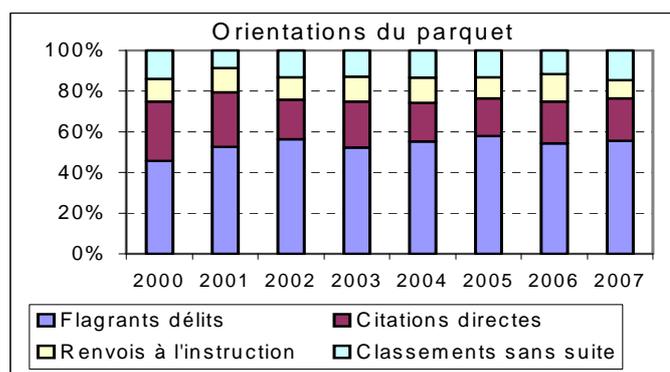
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des plaintes et registres des orientations.

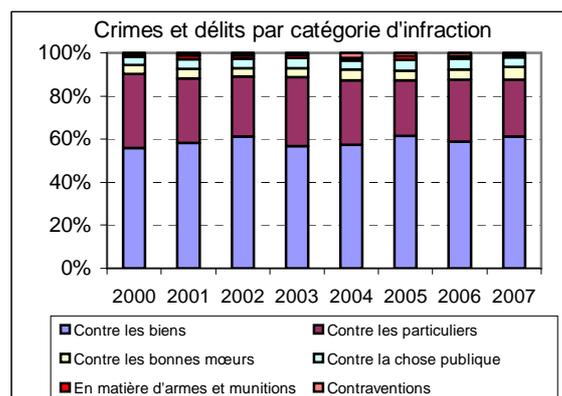
Activités des parquets des tribunaux de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------------------------------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Affaires nouvelles | 5 643 | 5 364 | 5 640 | 5 779 | 6 451 | 6 392 | 7 524 | 8 295 |
| Orientations des affaires | | | | | | | | |
| Chambre correctionnelle | 4 236 | 4 265 | 4 272 | 4 333 | 4 800 | 4 888 | 5 635 | 6 330 |
| Saisines des juges d'instruction | 621 | 634 | 620 | 705 | 784 | 671 | 1 020 | 755 |
| Classements sans suite | 786 | 465 | 748 | 741 | 867 | 833 | 869 | 1 210 |
| <i>Taux de classement sans suite</i> | <i>13,9%</i> | <i>8,7%</i> | <i>13,3%</i> | <i>12,8%</i> | <i>13,4%</i> | <i>13,0%</i> | <i>11,5%</i> | <i>14,6%</i> |
| Activités relatives aux mineurs | | | | | | | | |
| Mineurs impliqués | 188 | 195 | 242 | 178 | 218 | 219 | 252 | 365 |
| Mineurs mis sous OGP | 87 | 83 | 125 | 78 | 115 | 108 | 139 | 222 |



Affaires nouvelles par catégorie d'infraction

| | Nombre | | Variation en % / | |
|--|--------------|-------------|------------------|------|
| | 2007 | 2000 | 2007 | 2006 |
| Ensemble | 8 295 | 47,0 | 10,2 | |
| Crimes et délits contre les biens | 4 962 | 56,3 | 11,9 | |
| Crimes et délits contre les particuliers | 2 145 | 9,7 | -0,4 | |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 475 | 103,9 | 34,6 | |
| Crimes et délits contre la chose publique | 360 | 67,4 | -5,3 | |
| Infractions en matière d'armes et munitions | 96 | 45,5 | -6,8 | |
| Contraventions | 80 | 110,5 | -20,8 | |
| Infractions au code de la route | 177 | - | - | |



Evolution des affaires nouvelles par tribunal de grande instance

| | Ensemble des affaires | | | | Crimes et délits contre les biens | | | Crimes et délits contre les particuliers | | |
|-----------------|-----------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------------|--------------|--------------|--|------------------|-------------|
| | 2007 | | Variation / | | Nombre | Variation / | | Nombre | Variation en % / | |
| | Nombre | % | 2000 | 2006 | | 2007 | 2000 | | 2006 | 2007 |
| Ensemble | 8 295 | 100,0 | 47,0% | 10,2% | 4 962 | 56,3% | 11,9% | 2 145 | 9,7 | -3,0 |
| Banfora | 354 | 4,3 | - | 64,7% | 206 | - | 56,1% | 129 | - | 143,4 |
| Bobo-Dioulasso | 1073 | 12,9 | - | 16,5% | 622 | -4,2% | 12,3% | 275 | -44,4 | 18,5 |
| Bogandé | 194 | 2,3 | - | 7,2% | 117 | - | 4,5% | 53 | - | -3,6 |
| Boromo | 281 | 3,4 | - | -19,9% | 150 | - | 7,9% | 86 | - | -43,4 |
| Dédougou | 302 | 3,6 | - | 0,0% | 163 | - | -7,4% | 92 | 2,2 | 5,7 |
| Diapaga | 143 | 1,7 | - | 232,6% | 58 | - | 152,2% | 48 | - | 269,2 |
| Dori | 242 | 2,9 | 9,5% | -19,3% | 123 | 2,5% | -24,1% | 90 | 60,7 | -18,2 |
| Fada N'gourma | 364 | 4,4 | - | -2,7% | 203 | - | 8,0% | 111 | -44,8 | -24,5 |
| Gaoua | 434 | 5,2 | 46,1% | 5,1% | 218 | 28,2% | -18,0% | 138 | 39,4 | 74,7 |
| Kaya | 454 | 5,5 | 62,7% | 42,8% | 256 | 70,7% | 39,9% | 115 | 2,7 | 18,6 |
| Kongoussi | 186 | 2,2 | - | -32,1% | 104 | - | -11,1% | 61 | - | -55,8 |
| Koudougou | 452 | 5,4 | - | -14,9% | 281 | - | -16,6% | 120 | - | -17,8 |
| Manga | 336 | 4,1 | - | 21,7% | 240 | - | 31,9% | 42 | - | -25,0 |
| Ouagadougou | 2219 | 26,8 | 24,2% | 16,2% | 1 455 | 43,8% | 24,6% | 465 | -22,4 | -14,2 |
| Ouahigouya | 222 | 2,7 | - | -3,9% | 137 | - | -7,4% | 52 | -57,4 | -3,7 |
| Tenkodogo | 596 | 7,2 | 13,5% | 3,5% | 377 | 26,9% | 3,3% | 155 | -14,8 | -7,7 |
| Tougan | 139 | 1,7 | - | -11,5% | 100 | - | 4,2% | 30 | - | -18,9 |
| Yako | 142 | 1,7 | - | 446,2% | 60 | - | 445,5% | 50 | - | 354,5 |
| Ziniaré | 162 | 2,0 | - | 28,6% | 92 | - | 24,3% | 33 | - | -2,9 |

Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Un léger fléchissement des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en 2007 par rapport à 2006.
- Une réduction importante de la proportion des jugements rendus par défaut en 2007 par rapport à 2006.

Commentaire général :

Le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI a connu en 2007 une légère baisse qui a rompu avec la croissance régulière réamorcée en 2004. La moitié des TGI a vu les jugements rendus par leurs chambres correctionnelles baissés. Les baisses les plus importantes sont enregistrées à Bobo-Dioulasso (20,2%) et Dori (-19,6%). A contrario, l'autre moitié des TGI a vu les jugements rendus par leurs chambres correctionnelles augmenter : ce sont principalement les TGI les plus récemment créés tels Diapaga (+226,1%), Boromo (+34,6%) et Kongoussi (+19,0%).

On note en 2007 une baisse du ratio jugements rendus par les chambres correctionnelles par nombre d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres. Cela implique un accroissement des affaires en attente de jugement.

La structure des jugements par catégorie d'infractions est dominée en 2007 comme depuis 2000 par les crimes et délits contre les biens, en particulier par le nombre élevé de « vols, extorsions, recels et escroqueries ». Les jugements des délits contre les biens ont concerné en moyenne, sur la période 2000-2007, 70% des jugements, suivis par les jugements de crimes et délits contre les particuliers.

La composition des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI par type de procédure est restée inchangée depuis 2000. On a une proportion quasi-constante située autour de 80% de jugements concernant les affaires de flagrants délits.

En ce qui concerne les types de comparution, comme les années précédentes, la très grande majorité des jugements sont rendus contradictoirement. Cette majorité est encore plus importante en 2007 (95,2%) qu'en 2006 (91,6%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de comparution : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type de comparution donné et le nombre total de jugements rendus.

Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

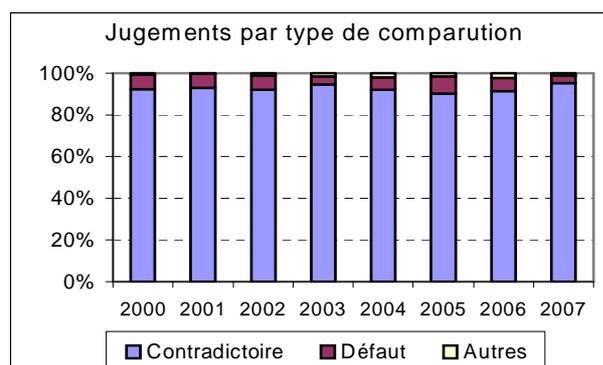
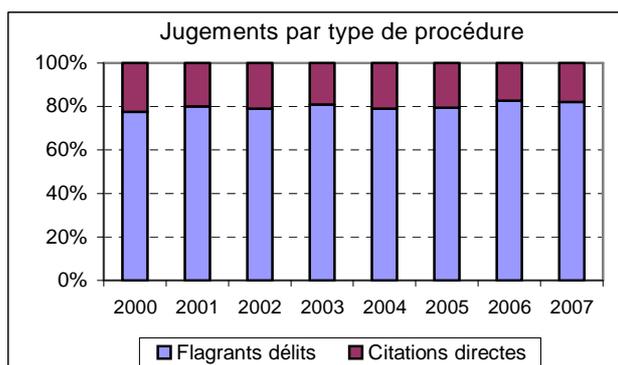
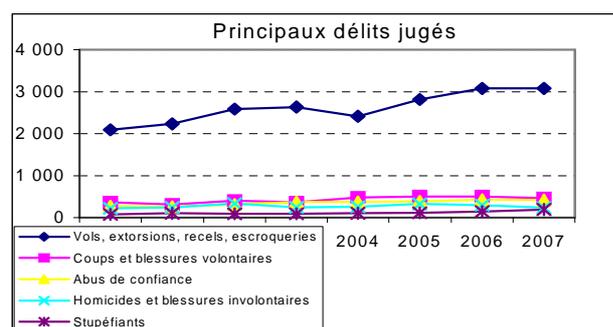
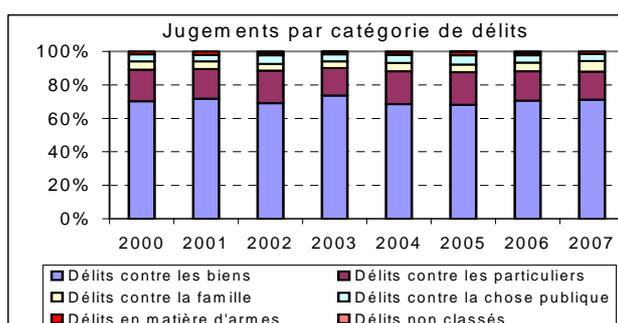
Sources statistiques

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Jugements rendus selon la catégorie de l'infraction commise

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble | 3 477 | 3 583 | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 | 5 247 |
| Délits contre les biens | 2 438 | 2 571 | 2 995 | 3 138 | 2 938 | 3 341 | 3 717 | 3 659 |
| Délits contre les particuliers | 659 | 632 | 834 | 694 | 839 | 945 | 928 | 858 |
| Délits contre la famille et les bonnes mœurs | 164 | 159 | 183 | 170 | 218 | 233 | 271 | 337 |
| Délits contre la chose publique | 153 | 146 | 214 | 181 | 210 | 271 | 224 | 214 |
| Délits en matière d'armes et de munitions | 63 | 75 | 75 | 59 | 63 | 92 | 88 | 80 |
| Délits non classés* | 0 | 0 | 35 | 16 | 24 | 21 | 44 | 0 |
| Délits en matière de code de la route | - | - | - | - | - | - | - | 99 |
| % de jugements rendus/affaires reçues des parquets | 82,1% | 84,0% | 101,5% | 98,3% | 89,4% | 100,3% | 93,6% | 82,9% |

*Délits dont la qualification n'a pas pu être déterminée sur la source d'information



Evolution des jugements rendus par tribunal de grande instance

| | Ensemble des jugements rendus | | | | Délits contre les biens | | | Délits contre les particuliers | | |
|-----------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------|--------------|--------------------------------|--------------|--------------|
| | 2007 | | Variation / | | Nombre | Variation / | | Nombre | Variation / | |
| | Nombre | % | 2000 | 2006 | | 2007 | 2000 | | 2006 | 2007 |
| Ensemble | 5 247 | 100,0 | 50,9% | -0,5% | 3 659 | 50,1% | -1,6% | 858 | 30,2% | -7,5% |
| Banfora | 284 | 5,4 | - | 12,3% | 186 | - | 25,7% | 68 | - | -15,0% |
| Bobo-Dioulasso | 730 | 13,9 | 7,5% | -20,2% | 489 | 29,6% | -16,7% | 136 | - | -19,5% |
| Bogandé | 114 | 2,2 | - | -1,7% | 88 | - | 8,6% | 14 | - | -51,7% |
| Boromo | 214 | 4,1 | - | 34,6% | 142 | - | 29,1% | 41 | - | 41,4% |
| Dédougou | 208 | 4,0 | - | 6,7% | 136 | - | 8,8% | 47 | 4,4% | 30,6% |
| Diapaga | 75 | 1,4 | - | 226,1% | 37 | - | 164,3% | 23 | - | 475,0% |
| Dori | 144 | 2,7 | 12,5% | -19,6% | 94 | 22,2% | -5,1% | 39 | 34,5% | -39,1% |
| Fada N'gourma | 237 | 4,5 | - | -1,3% | 151 | - | -7,9% | 51 | - | -12,1% |
| Gaoua | 268 | 5,1 | 17,0% | -14,1% | 165 | 39,4% | -23,6% | 52 | 4,0% | 20,9% |
| Kaya | 269 | 5,1 | 40,1% | 17,0% | 190 | 30,2% | 15,9% | 40 | -7,0% | -2,4% |
| Kongoussi | 144 | 2,7 | - | 19,0% | 101 | - | 9,8% | 39 | - | 62,5% |
| Koudougou | 301 | 5,7 | - | -13,0% | 214 | - | -12,7% | 53 | - | -23,2% |
| Manga | 253 | 4,8 | - | 11,0% | 194 | - | 19,0% | 16 | - | -40,7% |
| Ouagadougou | 1 096 | 20,9 | -2,3% | -0,8% | 801 | 3,0% | -9,5% | 100 | - | 3,1% |
| Ouahigouya | 178 | 3,4 | - | 2,9% | 126 | -5,2% | -0,8% | 32 | - | 14,3% |
| Tenkodogo | 453 | 8,6 | 65,3% | -4,4% | 343 | 88,7% | -2,3% | 59 | -9,2% | -37,2% |
| Tougan | 126 | 2,4 | - | 12,5% | 94 | - | 9,3% | 15 | - | -6,3% |
| Yako | 77 | 1,5 | - | - | 49 | - | - | 19 | - | - |
| Ziniaré | 76 | 1,4 | - | -16,5% | 59 | - | -1,7% | 14 | - | -30,0% |

Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Un fléchissement de la progression des affaires nouvelles en instruction en 2007 ;
- Une hausse importante du nombre d'affaires terminées en 2007 ;
- Une réduction progressive des détentions de longue durée pour les inculpés sur la période 2000-2007.

Commentaire général :

Le nombre d'affaires nouvelles en instruction a légèrement augmenté de 0,7% en 2007 par rapport à 2006. Ce qui est très loin des 28,0% enregistrés en 2006 par rapport à 2005. Ces affaires sont en grande partie criminelles avec une proportion de près de 88% en 2007. On peut donc penser à un fléchissement de la progression de la criminalité au Burkina Faso en 2007.

Les affaires terminées ont connu en 2007 un bond de 46,8% par rapport à 2006. Ainsi, la proportion des affaires terminées à l'instruction par rapport aux affaires nouvelles est passée de 30,1% en 2006 à 43,9% en 2007 soit une hausse de plus de 13 points. Les cabinets d'instruction des TGI de Tougan et de Dédougou ont eu plus d'affaires terminées que d'affaires nouvelles en 2007, ils ont ainsi fait un effort de réduction des instances qui restent encore importantes.

Ces affaires, encore en cours de traitement, ont continué à augmenter en 2007 mais à un rythme moins rapide qu'en 2006 avec une progression de 9,9% en 2007 par rapport à 2006 contre 16,0% en 2006 par rapport à 2005. Les TGI de Yako, Diapaga, Boromo et Manga ont le plus contribué à cet accroissement, ce qui est compréhensible au regard de l'ouverture récente de ces TGI et des délais nécessaires à une instruction sérieuse. D'autres TGI ont quant à eux vu leurs affaires en cours baisser : il s'agit de ceux de Tougan (-13,1%), Dédougou (-7,7%), et Ouahigouya (-0,6%). Cela est un signe d'efficacité.

Le nombre d'inculpés détenus et libérés au cours de l'année a légèrement baissé en 2007 s'établissant à 262 personnes contre 275 en 2006. L'évolution de la structure des durées de détention depuis 2000 montre une réduction progressive des longues détentions (plus d'une année) au profit de détentions moins longues (moins de 6 mois).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

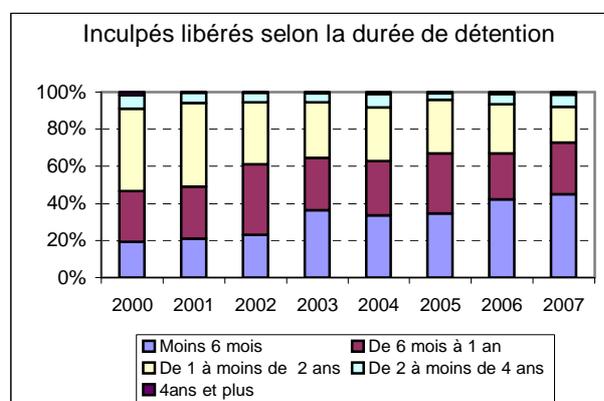
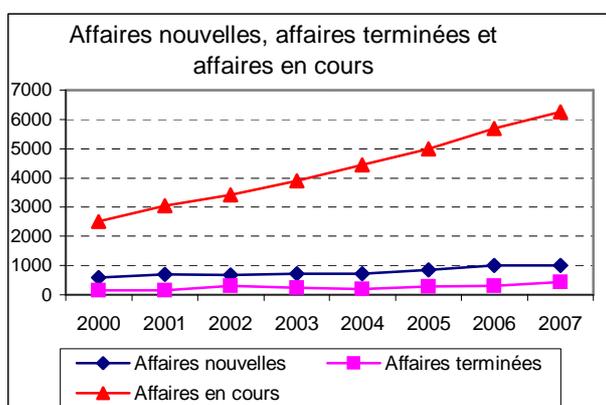
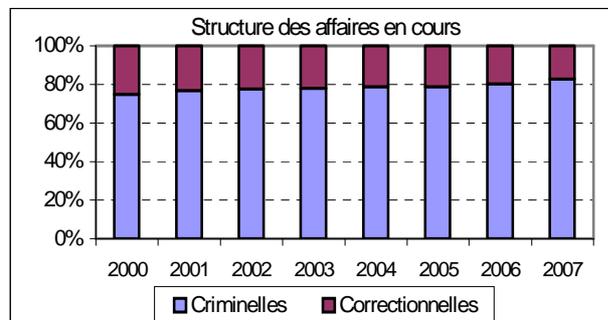
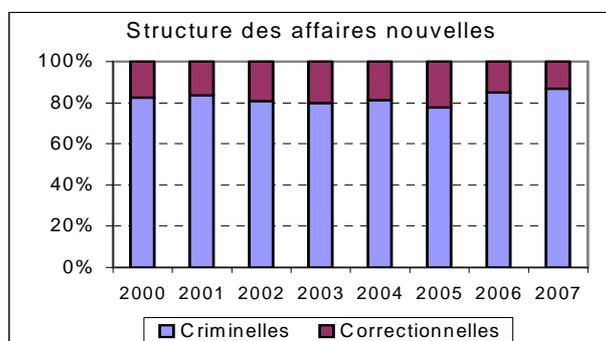
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2007.

Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Affaires nouvelles | 599 | 702 | 669 | 722 | 724 | 843 | 994 | 1 001 |
| Affaires terminées | 145 | 163 | 302 | 232 | 186 | 283 | 299 | 439 |
| Affaires en cours au 31 décembre | 2 510 | 3 049 | 3 416 | 3 906 | 4 444 | 5 004 | 5 699 | 6 261 |



Activités des cabinets d'instruction par tribunal de grande instance

| | Affaires nouvelles | | | Affaires terminées/ Affaires nouvelles | | | Affaires en cours | | | Inculpés détenus pendant au moins 12 mois | |
|-----------------|--------------------|-----------------|------------|---|-------------|-------------|-------------------|-----------------|------------|--|-------------|
| | Nombre | Variation en %/ | | En % | | | Nombre | Variation en %/ | | Nombre | % |
| | | 2007 | 2000 | 2006 | 2000 | 2006 | | 2007 | 2007 | | |
| Ensemble | 1 001 | 67,1 | 0,7 | 24,2 | 30,1 | 43,9 | 6 261 | 149,4 | 9,9 | 422 | 72,8 |
| Banfora | 46 | - | 31,4 | - | 8,6 | 89,1 | 192 | - | 2,7 | 17 | 89,5 |
| Bobo-Dioulasso | 84 | -28,8 | 18,3 | 20,3 | 66,2 | 47,6 | 738 | 100,0 | 6,3 | 44 | 59,5 |
| Bogandé | 67 | - | 76,3 | - | 0,0 | 20,9 | 76 | - | 43,4 | 25 | 89,3 |
| Boromo | 96 | - | 37,1 | - | 0,0 | 3,1 | 136 | - | 94,3 | 26 | 92,9 |
| Dédougou | 53 | 43,2 | 20,5 | 0,0 | 4,5 | 117,0 | 346 | 25,8 | -7,7 | 35 | 70,0 |
| Diapaga | 10 | - | 100,0 | - | 0,0 | 0,0 | 15 | - | 200,0 | 10 | 83,3 |
| Dori | 38 | 2,7 | 2,7 | 64,9 | 10,8 | 42,1 | 214 | 79,8 | 5,9 | 8 | 61,5 |
| Fada N'gourma | 47 | -13,0 | 11,9 | 0,0 | 4,8 | 0,0 | 438 | 90,4 | 12,0 | 17 | 94,4 |
| Gaoua | 39 | -2,5 | 2,6 | 60,0 | 28,9 | 5,1 | 408 | 161,5 | 10,0 | 14 | 42,4 |
| Kaya | 49 | 14,0 | 8,9 | 20,9 | 4,4 | 91,8 | 289 | 133,1 | 1,4 | 14 | 48,3 |
| Kongoussi | 117 | - | -4,9 | - | 3,3 | 4,3 | 148 | - | 14,7 | 10 | 43,5 |
| Koudougou | 32 | - | -17,9 | - | 133,3 | 81,3 | 93 | - | 6,9 | 31 | 83,8 |
| Manga | 33 | - | -5,7 | - | 0,0 | 0,0 | 77 | - | 75,0 | 6 | 100,0 |
| Ouagadougou | 332 | 79,5 | 32,3 | 23,8 | 57,0 | 40,1 | 2128 | 146,3 | 10,3 | 85 | 80,2 |
| Ouahigouya | 35 | -5,4 | 94,4 | 27,0 | 122,2 | 77,1 | 160 | 18,5 | -0,6 | 8 | 80,0 |
| Tenkodogo | 93 | 93,8 | 20,8 | 20,8 | 9,1 | 0,0 | 669 | 181,1 | 10,4 | 57 | 76,0 |
| Tougan | 14 | - | 75,0 | - | 0,0 | 178,6 | 73 | - | -13,1 | 3 | 75,0 |
| Yako | 21 | - | 320,0 | - | 0,0 | 0,0 | 26 | - | 420,0 | 8 | 88,9 |
| Ziniaré | 14 | - | 7,7 | - | 0,0 | 0,0 | 35 | - | 66,7 | 4 | 66,7 |

Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Une forte augmentation des activités des greffes dans les TGI récemment ouverts ;
- Une forte augmentation des certificats de nationalité délivrés en 2007 ;
- Une stabilité du nombre des inscriptions au RCCM en 2007.

Commentaire général :

Les activités de délivrance de certaines pièces officielles dévolues aux greffes des tribunaux de grande instance ont connu dans l'ensemble une augmentation considérable en 2007.

En ce qui concerne les bulletins de casier judiciaire n°3, leur délivrance a représenté en 2007, 60% de s autres activités des greffes. Le nombre de bulletins délivrés s'est accru de 15,9% par rapport à 2006, franchissant pour la première fois la barre symbolique des 100 000 bulletins de casier judiciaire délivrés. Cette augmentation est surtout observée dans les TGI de Yako (637,6%), Diapaga (271,6%) et Tenkodogo (77,3%). Le TGI de Ouagadougou a délivré presque le tiers de l'ensemble de ces bulletins en 2007.

La deuxième autre grande activité des greffes est l'établissement des certificats de nationalité des personnes physiques et morales. Elle a représenté en 2007 32% de l'ensemble de ces autres activités des greffes et a connu une évolution de 40,5% par rapport à 2006. Les TGI récemment ouverts sont à la base de cette hausse : ce sont ceux de Yako, Diapaga, Boromo et Ziniaré.

A ces deux activités majeures, s'ajoutent les cessions volontaires des salaires et les activités des registres de commerce et du crédit mobilier (RCCM) qui ont représenté respectivement 6% et 3% de l'ensemble de ces activités en 2007.

La structure des immatriculations au RCCM n'a pas véritablement varié entre 2006 et 2007. Les inscriptions des personnes physiques, bien qu'ayant connu une légère baisse en 2007 par rapport à 2006, restent, comme pour les années précédentes, majoritaires. Elles représentaient 64,4% de l'ensemble des inscriptions au RCCM en 2007.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des immatriculations au RCCM par type de personne : Rapport entre le nombre d'immatriculations d'un type de personnes donné et le nombre total d'immatriculations au RCCM.

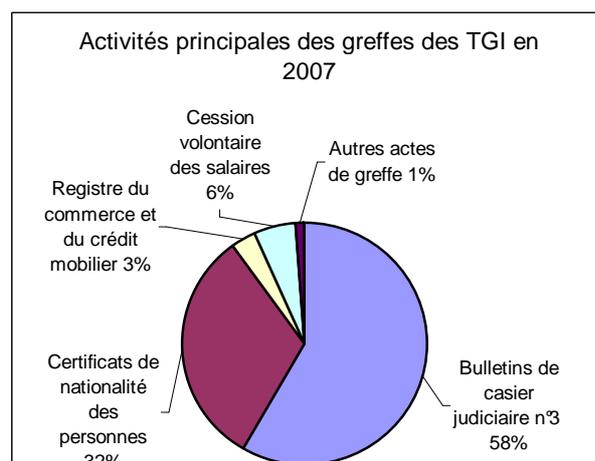
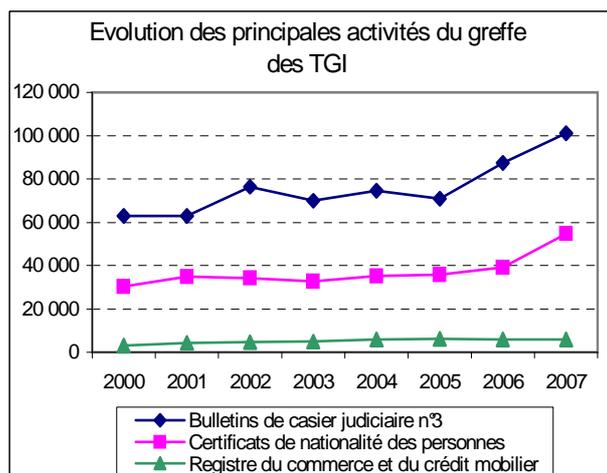
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Principales activités des greffes des tribunaux de grande instance

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Bulletins de casier judiciaire n°3 | 62 880 | 62 840 | 76 254 | 70 047 | 74 452 | 70 742 | 87 254 | 101 140 |
| Certificats de nationalité des personnes | 30 179 | 34 772 | 34 227 | 32 548 | 35 073 | 35 833 | 39 006 | 54 797 |
| Registre du commerce et du crédit mobilier | 3 131 | 4 172 | 4 638 | 5 016 | 5 737 | 6 031 | 5 724 | 5 784 |
| dont | | | | | | | | |
| Personnes physiques | 2 533 | 3 432 | 3 859 | 4 056 | 4 460 | 4 533 | 3 922 | 3 724 |
| Personnes morales | 424 | 472 | 428 | 487 | 537 | 597 | 699 | 677 |
| Cession volontaire des salaires | 5 263 | 4 964 | 3 960 | 5 011 | 4 709 | 3 974 | 9 305 | 9 602 |



Principales activités des greffes par tribunal de grande instance

| | Bulletins de casier judiciaire | | | Certificats de nationalité | | | Immatriculations au RCCM | | |
|-----------------|--------------------------------|--------------|--------------|----------------------------|--------------|--------------|--------------------------|--------------|--------------|
| | Nombre | Variation / | | Nombre | Variation / | | Nombre | Variation / | |
| | | 2007 | 2000 | | 2006 | 2007 | | 2000 | 2006 |
| Ensemble | 101 140 | 60,8% | 15,9% | 54 797 | 81,6% | 40,5% | 4 401 | 48,8% | -4,8% |
| Banfora | 3 175 | - | 13,2% | 1 843 | - | 68,0% | 70 | - | -10,3% |
| Bobo-Dioulasso | 16 715 | 66,1% | 16,6% | 10 057 | 156,7% | 51,8% | 588 | 18,5% | -28,5% |
| Bogandé | 895 | - | 23,1% | 334 | - | 45,9% | 23 | - | 64,3% |
| Boromo | 1 543 | - | 21,7% | 555 | - | 125,6% | 45 | - | 350,0% |
| Dédougou | 2 549 | -51,3% | -6,1% | 1 370 | -15,1% | 36,7% | 54 | -3,6% | -6,9% |
| Diapaga | 1 007 | - | 271,6% | 382 | - | 310,8% | 22 | - | 175,0% |
| Dori | 1 157 | 0,5% | 27,1% | 698 | 27,4% | 54,4% | 7 | 0,0% | -78,8% |
| Fada N'gourma | 2 701 | -12,4% | 2,2% | 1 264 | 2,6% | 32,8% | 58 | 383,3% | -13,4% |
| Gaoua | 2 832 | 20,5% | 9,3% | 926 | 8,1% | 33,2% | 42 | 223,1% | -67,2% |
| Kaya | 3 272 | 55,8% | 20,7% | 1 236 | 41,3% | 50,4% | 60 | 30,4% | -38,1% |
| Kongoussi | 1 492 | - | -11,1% | 678 | - | 14,1% | 30 | - | -72,7% |
| Koudougou | 6 952 | - | -19,9% | 3 776 | - | 37,3% | 154 | - | -8,9% |
| Manga | 2 062 | - | 30,8% | 945 | - | 67,3% | 43 | - | -29,5% |
| Ouagadougou | 31 278 | 28,9% | 10,3% | 19 738 | 26,8% | 18,6% | 2 744 | 46,7% | 8,1% |
| Ouahigouya | 5 837 | -30,1% | 10,3% | 2 251 | 3,2% | 19,2% | 145 | 61,1% | 9,8% |
| Tenkodogo | 10 632 | 69,2% | 77,3% | 6 152 | 81,5% | 97,2% | 185 | -49,5% | 13,5% |
| Tougan | 2 795 | - | 8,2% | 812 | - | 20,1% | 20 | - | -47,4% |
| Yako | 1 881 | - | 637,6% | 728 | - | 833,3% | 32 | - | 300,0% |
| Ziniaré | 2 365 | - | 28,0% | 1 052 | - | 117,8% | 79 | - | -8,1% |

III.4. Tribunaux d'instance

Points saillants :

- Un net recul de l'ensemble des affaires nouvelles en 2007 par rapport à 2006 ;
- Une forte augmentation de l'ensemble des décisions rédigées en 2007 par rapport à 2006.

Commentaire général :

Le nombre de l'ensemble des affaires nouvellement arrivées dans les tribunaux d'instance a reculé de 22,2% en 2007 par rapport à 2006. Ces affaires étaient composées à 62,6% d'injonctions de payer, 20,9% d'affaires civiles et 16,5% de contraventions pénales. On note qu'en 2007, aucune des 2 tribunaux d'instance n'a enregistré d'affaire commerciale.

Les différentes affaires arrivent dans les tribunaux d'instance par saisine directe. Depuis leur ouverture en 2004, une seule affaire leur est parvenue suite à un recours d'un tribunal départemental ou d'arrondissement, c'était en 2007.

Les affaires nouvelles civiles et commerciales ont globalement légèrement baissé de 1,5% en 2007 par rapport à 2006. Cette légère baisse est la résultante des progressions opposées des 2 tribunaux d'instance. En effet, les affaires civiles et commerciales ont augmenté de 13,5% au TI de Bobo-Dioulasso, a contrario, celles du TI de Ouagadougou ont baissé de 11,5%.

Les décisions rendues dans les tribunaux d'instance se composent de 82% de décisions au fond. Elles ont connu également une forte baisse de 45,1% due au fait que les décisions pénales n'ont pas été considérées cette année bien qu'il soit tenu compte des désistements et des conciliations. Les rejets qui étaient constitué en majorité de décisions de contraventions pénales, sont passés de 89 en 2006 à 1 en 2007. On observe alors une variation des décisions sur le fond d'environ -47,5% par rapport à 2006.

Les tribunaux d'instance sont à jour quant à la rédaction des décisions rendues. En 2007, toutes les décisions rendues ont été rédigées.

En 2007, les activités des tribunaux de simple police ont été collectées et ont généré 101 affaires nouvelles et 69 décisions rendues dont 62 décisions rédigées. Au tribunal d'instance de Ouagadougou le nombre de décisions rendues est égal au nombre de décisions rédigées tandis qu'au tribunal de Bobo-Dioulasso 83,7% des décisions rendues ont été rédigées.

Le nombre de jugements rendus par magistrat en 2007 est de 28,0 au TI de Bobo-Dioulasso et 23,3 au TI de Ouagadougou, pourtant le tribunal d'instance de Ouagadougou a enregistré plus d'affaires que celui de Bobo-Dioulasso. Cette situation s'explique par le fait que le nombre de Magistrat au TI de Ouagadougou est élevé par rapport à celui de Bobo-Dioulasso.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

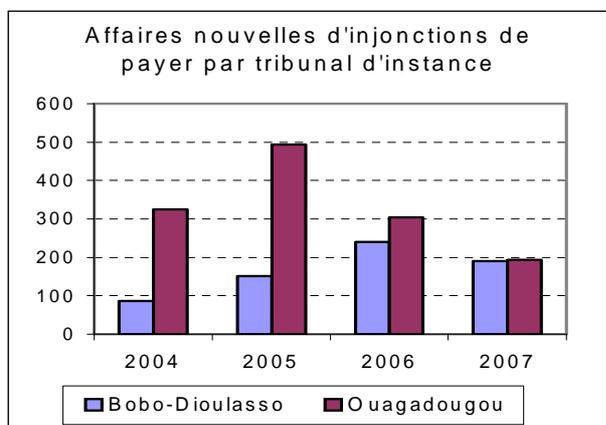
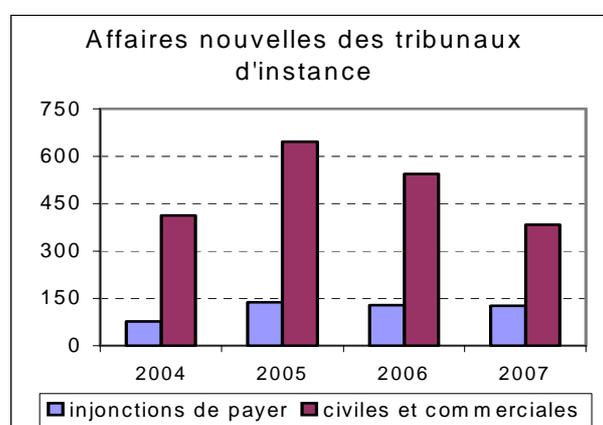
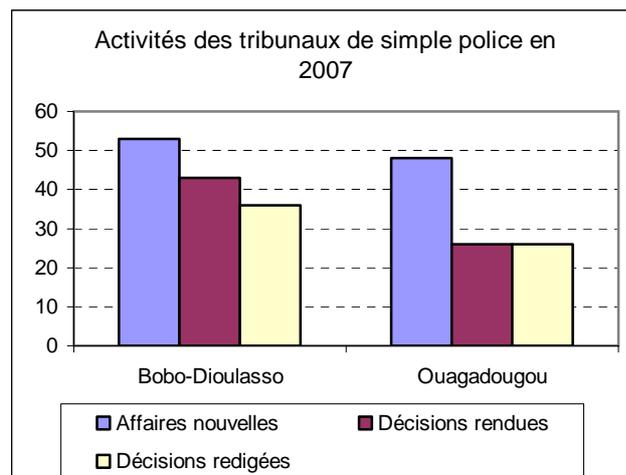
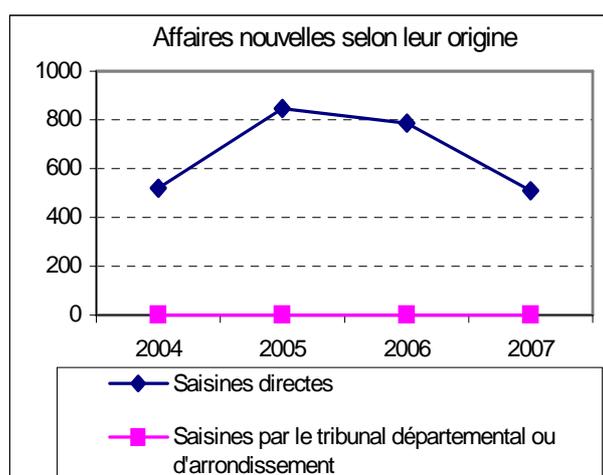
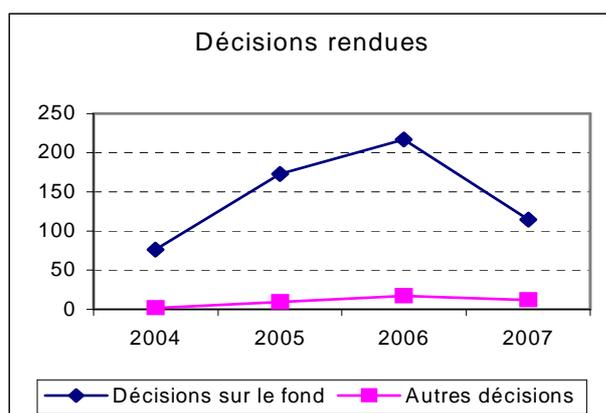
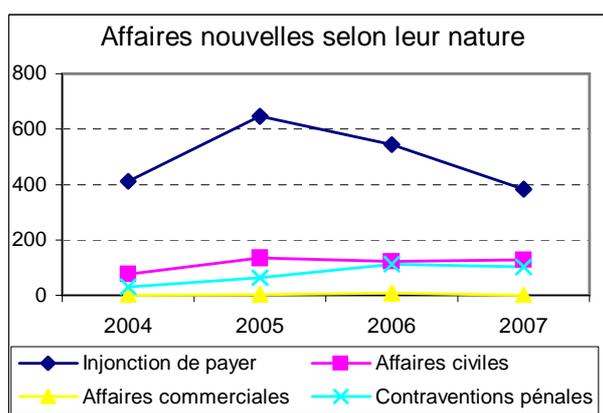
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et commerciaux, répertoires de simple police.

Activités des tribunaux d'instance

| | Affaires nouvelles civiles et commerciales | | | Décisions rendues | | | Jugements rendus / magistrat | | |
|-----------------|--|--------------|--------------|-------------------|--------------|---------------|------------------------------|-------------|-------------|
| | Nombre | Variation / | | Nombre | Variation / | | Nombre | | |
| | 2007 | 2004 | 2006 | 2007 | 2004 | 2006 | 2004 | 2006 | 2007 |
| Ensemble | 128 | 64,1% | -1,5% | 130 | 64,6% | -45,1% | 19,8 | 47,4 | 26,0 |
| Bobo-Dioulasso | 59 | 210,5% | 13,5% | 57 | 50,0% | -62,3% | 19,0 | 50,3 | 28,5 |
| Ouagadougou | 69 | 16,9% | -11,5% | 73 | 78,0% | -15,1% | 20,5 | 43,0 | 24,3 |



III.5. Juridictions pour enfants : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Points saillants :

- Une augmentation non négligeable des affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi enregistrées par les Juges des enfants en 2007.
- Un quintuplement du nombre de mineurs en conflits avec la loi en 2007.

Commentaire général :

Les tribunaux pour enfants ont un fonctionnement très limité. En effet, depuis leur ouverture en 2004, ils n'ont enregistré que 12 affaires nouvelles dont 11 en 2006 et une seule en 2007. Ces affaires ont donné lieu à seulement une décision rendue par le tribunal pour enfants de Bobo-Dioulasso en 2006. Cette situation est liée à l'inadaptation des textes régissant le fonctionnement de ces tribunaux. En conséquence, ils ne jouent pas encore leur rôle de juridictions d'appel des décisions rendues par les juges des enfants qui doivent également statuer en premier et dernier ressorts en matière de crimes dont les auteurs sont des mineurs.

Entre 2005 et 2007, les affaires nouvelles des juges des enfants relatives à la protection des mineurs en danger ont connu des baisses successives. Quant aux décisions rendues par rapport à ce type d'affaires, elles sont passées de 8 en 2005 à 14 en 2006, puis à 5 en 2007. Le nombre de mineurs concernés dans les affaires en 2005, 2006 et 2007 est au moins égal au nombre d'affaires nouvelles, une affaire concerne donc de toute évidence un ou plusieurs mineurs.

Les affaires relatives aux mineurs en conflit avec la loi des juges des enfants ont été les plus fréquentes. Dans l'ensemble, les activités relatives à ces mineurs ont connu un accroissement au cours de l'année 2007. En effet, le nombre des affaires nouvelles qui était de 49 en 2006 est passé à 60 en 2007 soit un accroissement de 22,4%. Ce taux d'accroissement s'applique également au niveau des décisions rendues. Le nombre de mineurs impliqués dans les conflits avec la loi a connu quant à lui une forte augmentation en 2007, il a été tout simplement presque multiplié par 5 passant de 14 à 67 pendant que les affaires en instruction au 31 décembre ont subi une baisse légère.

Évaluée par le nombre de jugements rendus par magistrat, la charge de travail des juges des enfants en 2007 est assez proche de celle des magistrats des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance. Compte tenu de la modestie des affaires reçus par les tribunaux pour enfants, la charge de travail des magistrats est relativement faible depuis 2004.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

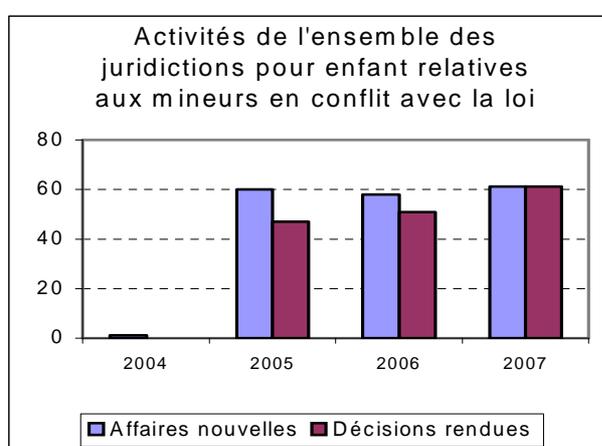
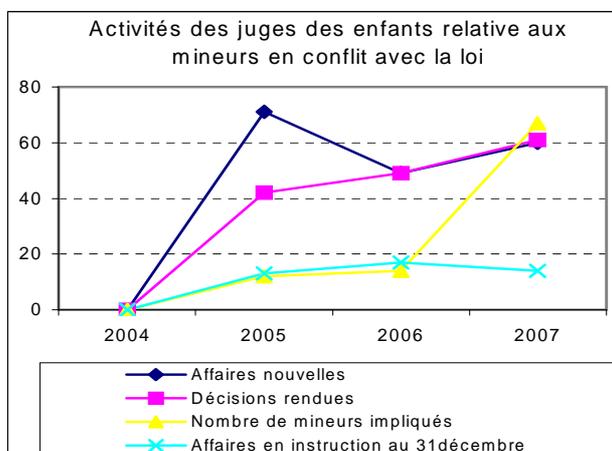
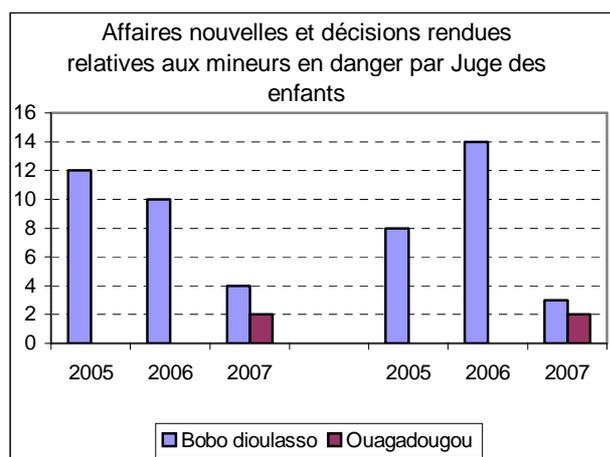
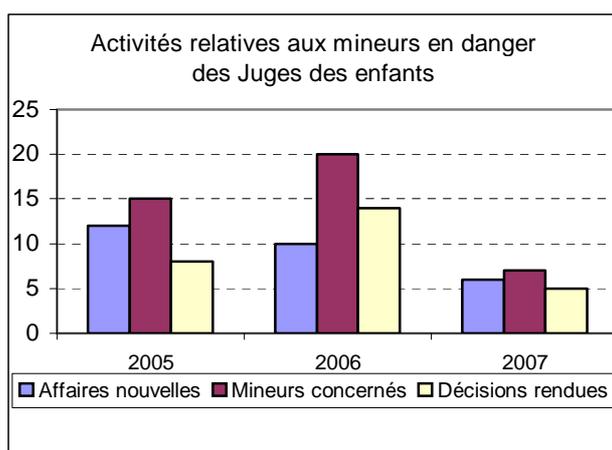
Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Activités des juridictions pour enfants : Juge des enfants et Tribunal pour enfants

Activités relatives aux enfants en conflit avec la loi

| | Affaires nouvelles | | Décisions rendues | | Décisions rendues / magistrat | |
|------------------------|--------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------------------|-------------|
| | Nombre 2007 | Variation / 2006 | Nombre 2007 | Variation / 2006 | Nombre 2006 | Nombre 2007 |
| Juge des enfants | 60 | 22,4% | 61 | 24,5% | 9,8 | 12,2 |
| Bobo-Dioulasso | 32 | 18,5% | 35 | 34,6% | 8,7 | 17,5 |
| Ouagadougou | 28 | 27,3% | 26 | 13,0% | 11,5 | 8,7 |
| Tribunaux pour enfants | 1 | -90,9% | 0 | -100,0% | 0,2 | 0,0 |
| Bobo-Dioulasso | 1 | -88,9% | 0 | -100,0% | 0,3 | 0,0 |
| Ouagadougou | 0 | -100,0% | 0 | 0,0% | 0,0 | 0,0 |



Activités relatives aux enfants en danger

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------------------|------|------|------|------|
| Affaires nouvelles | 0 | 12 | 10 | 6 |
| Mineurs concernés | 0 | 5 | 4 | 7 |
| Décisions rendues | 0 | 8 | 14 | 5 |

III.6. Tribunaux du travail

Points saillants :

- Un nombre d'affaires nouvelles en forte augmentation en 2007 par rapport à 2006 ;
- Une baisse continue et régulière du nombre de décisions rendues depuis 2003 et qui continue en 2007 ;
- Une majorité d'affaires nouvelles dont le contentieux concerne la rupture de contrat, majorité en régression.

Commentaire général :

Les affaires nouvellement enregistrées dans les tribunaux de travail ont connu une importante hausse de près de 26% en 2007 par rapport à 2006, passant de 459 à 578 affaires. Cette hausse est 6 fois plus importante que celle de l'année 2006 où elle n'avait été que de 4,3% par rapport à 2005.

La majorité des affaires nouvelles sont enregistrées au tribunal de travail de Ouagadougou. Cette juridiction a reçu les deux tiers des affaires portées nouvellement à l'ensemble des tribunaux du travail. Le tribunal du travail de Koudougou a reçu pour sa part environ 8% de l'ensemble des affaires nouvelles, ce qui n'est pas très loin des parts réalisées en 2006 (9,4%) et 2005 (8,9%).

Les ruptures de contrats restent la première cause de litiges portés à l'attention des juges des tribunaux du travail. Cette cause est cependant en régression constante depuis l'année 2003 où elle était évoquée dans 9 affaires sur 10, elle ne concerne en 2007 plus qu'une affaire sur deux. Le non paiement de salaire se classe au second rang des litiges à trancher par les tribunaux du travail. Cette cause a pris une ampleur importante en 2006 lorsqu'elle a atteint 21% d'affaires nouvelles, en 2007, elle maintient presque cette proportion puisqu'elle est évoquée dans près de 20% des affaires nouvelles.

Si le nombre de décisions rendues par les tribunaux du travail a connu une forte progression entre 2000 et 2004, on observe depuis lors qu'il baisse de façon régulière d'année en année. 2007 s'inscrit dans cette tendance baissière qui s'établit à -8,7% par rapport à 2006. Le ratio décisions rendues par affaires nouvelles baisse donc sensiblement passant de près de 83% en 2006 à seulement 60% en 2007. Ces chiffres sont caractéristiques d'une situation de constitution de stock d'affaires en instance.

La structure des décisions rendues selon leur nature s'est profondément modifiée depuis l'année 2004. Les décisions d'acceptation totale, alors majoritaire, ont été progressivement remplacées par les décisions d'acceptation partielle, si bien qu'en 2007, ce sont ces dernières qui sont majoritaires.

La structure des décisions rendues par type de comparution n'a, quant à elle, pas changé, les décisions prononcées contradictoirement sont restées largement majoritaires (87,5%) en 2007 comme les années précédentes. et les décisions par défaut ou réputées contradictoire se partagent la part restante.

Le nombre de jugements rendus par magistrat en 2007 est le même dans les tribunaux du travail de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou. Le tribunal du travail de Koudougou, quant à lui, n'a pas encore accueilli, depuis son ouverture, un magistrat spécifiquement affecté.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

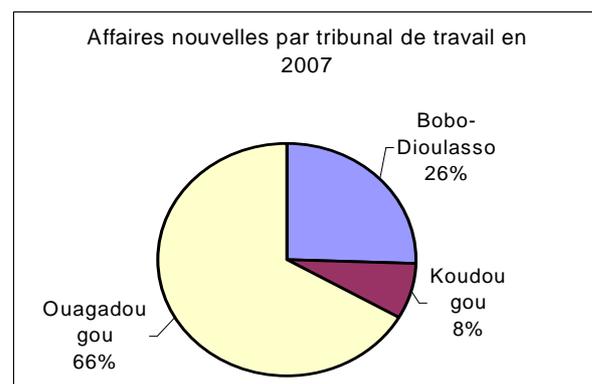
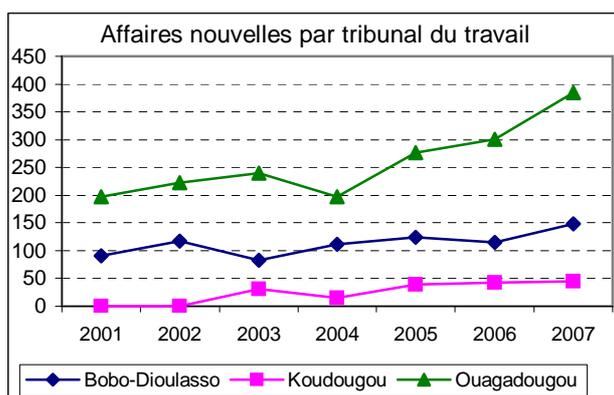
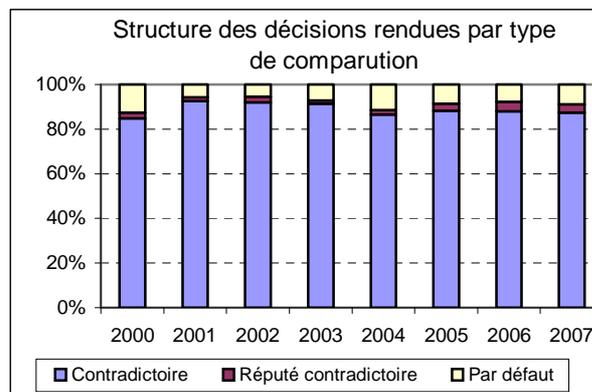
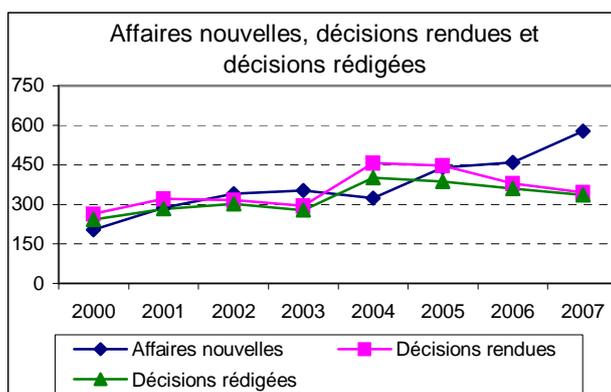
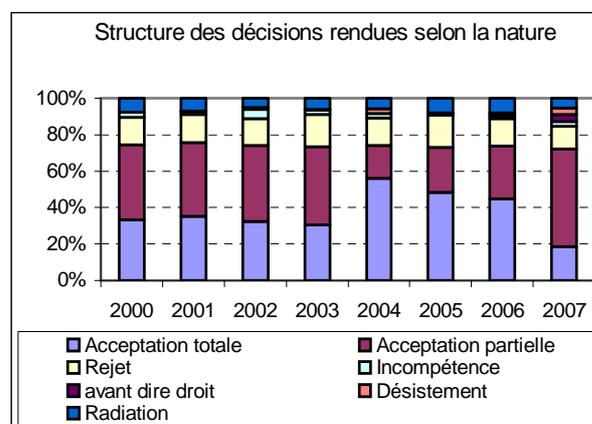
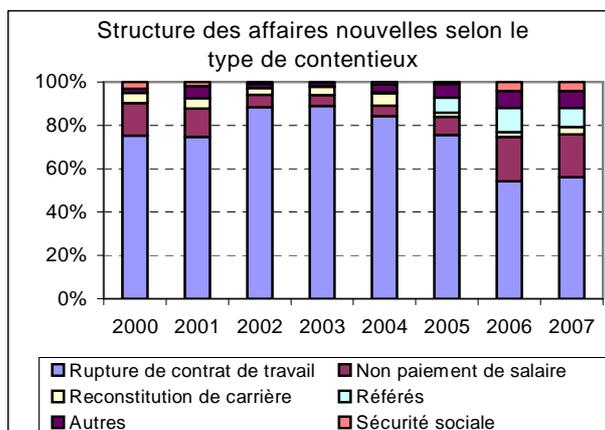
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des tribunaux du travail.

Activités des tribunaux du travail

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Affaires nouvelles | 203 | 288 | 340 | 354 | 323 | 440 | 459 | 578 |
| Décisions rendues | 264 | 321 | 316 | 295 | 457 | 447 | 379 | 346 |



| | Affaires nouvelles | | | Décisions rendues / Affaires nouvelles | | | Décisions rendues / Magistrat | | |
|-----------------|--------------------|---------------|--------------|--|-------------|-------------|-------------------------------|------|------|
| | Nombre | Variation / | | En % | | | Nombre | | |
| | 2007 | 2000 | 2006 | 2000 | 2006 | 2007 | 2000 | 2006 | 2007 |
| Ensemble | 578 | 184,7% | 25,9% | 130,0 | 82,6 | 59,9 | - | - | - |
| Bobo-Dioulasso | 148 | 72,1% | 28,7% | 82,6 | 65,2 | 55,4 | 35,5 | 25,0 | 27,3 |
| Koudougou | 45 | 45,2% | 4,7% | - | 48,8 | 104,4 | - | - | - |
| Ouagadougou | 385 | 229,1% | 27,9% | 165,0 | 94,0 | 56,4 | 64,3 | 56,6 | 27,1 |

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Points saillants :

- Une forte augmentation des comptes de gestion reçus en 2007 ;
- Une forte croissance des arrêts rendus en 2007 par rapport aux années précédentes ;
- Une activité plus intégrale avec la prise des deux premiers arrêts définitifs en 2007.

Commentaire général :

Les activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes ont connu en 2007 une intensité toute particulière avec la réception de 835 comptes de gestion contre 352 en 2006. Ce bond important est dû, premièrement aux collectivités territoriales qui ont fait parvenir à la Cour des comptes en 2007, 470 comptes de gestion contre seulement 152 en 2006 et deuxièmement aux entreprises publiques qui ont envoyé en 2007 245 comptes de gestion contre seulement 61 en 2006. Il est rappelé que les comptes des entreprises publiques sont reçus simplement à titre d'information.

Au vue de l'accroissement des comptes de gestion, la Cour des comptes a également redoublé d'efforts quant à la prise des arrêts. En effet, les arrêts rendus ont vu leur nombre tripler passant de 8 en 2006 à 26 en 2007. Depuis sa création, la Cour des comptes n'avait jusque là rendu que des arrêts provisoires. Cette situation a changé puisqu'en 2007, deux (2) arrêts définitifs ont été rendus.

En ce qui concerne ses activités de contrôle de gestion, la Cour des comptes en a effectué 10 de plus en 2007 qu'en 2006 où il y'en avait eu que 3. La Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale et des projets de développement financés sur ressources a effectué, comparativement aux deux autres chambres, un nombre plus élevé de contrôles de gestion, soit 6. La Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat en a effectué 4 et la Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales 3.

Avec l'augmentation des contrôles de gestion en 2007, le nombre des référés et des lettres du Président a logiquement aussi augmenté. L'on a enregistré 8 référés en 2007 contre 7 en 2006 et 4 lettres du président en 2007 contre une seule en 2006.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

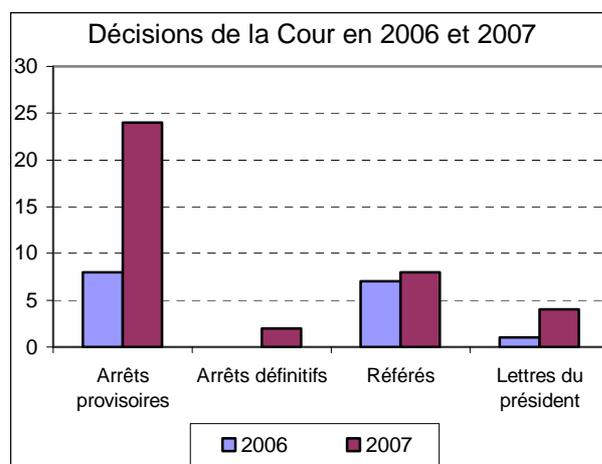
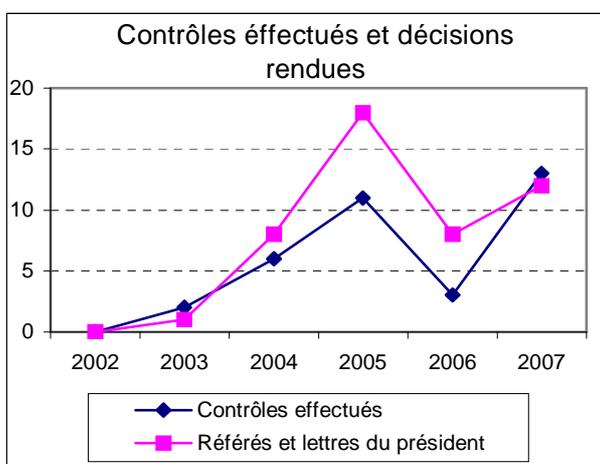
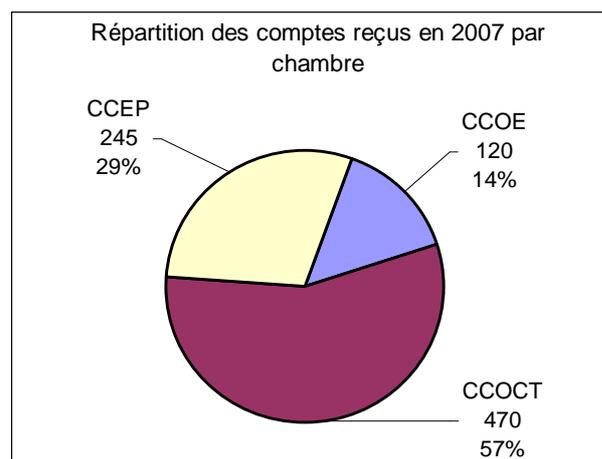
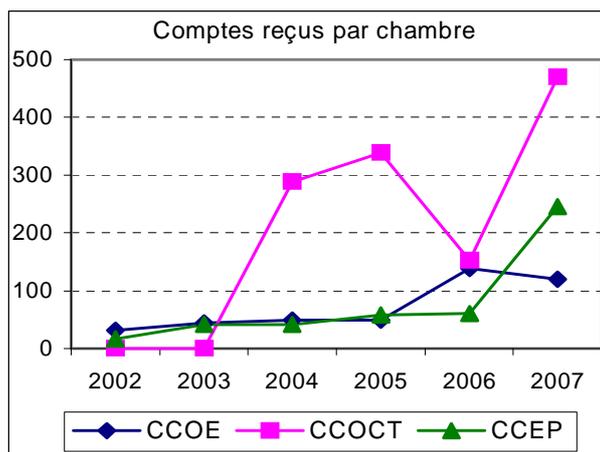
Variation: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences de la Cour des comptes.

Activités de la Cour des comptes

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Comptes de gestion reçus | 47 | 85 | 378 | 446 | 352 | 835 |
| Arrêts provisoires | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 24 |
| Arrêts définitifs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Contrôles de gestion effectués | 0 | 2 | 6 | 11 | 3 | 13 |
| Référés | 0 | 0 | 5 | 17 | 7 | 8 |
| Lettres du président | 0 | 1 | 3 | 1 | 1 | 4 |



| | Comptes reçus | | | Arrêts rendus/ comptes reçus | | Référés et lettres du président / contrôles effectués | |
|---|---------------|-----------------|-------|---------------------------------|------|---|------|
| | Nombre | Variation (%) / | | Nombre | | Nombre | |
| | | 2007 | 2002 | 2006 | 2006 | 2007 | 2006 |
| Ensemble | 835 | 1 676,6 | 137,2 | 0,02 | 0,03 | 2,67 | 0,92 |
| Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat | 120 | 287,1 | -13,7 | 0,00 | 0,02 | - | - |
| Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales | 470 | - | 209,2 | 0,04 | 0,05 | 5,00 | 0,83 |
| Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques | 245 | 1 431,3 | 301,6 | 0,03 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |

IV.2. Conseil d'Etat

Points saillants :

- Une baisse du nombre d'affaires nouvelles ainsi que de décisions rendues en 2007 par rapport à 2006 ;
- Une forte progression des contentieux liés aux marchés publics en 2007.

Commentaire général

Les affaires nouvellement reçues par le Conseil d'Etat ont connu une baisse importante de 28,7% en 2007 par rapport à 2006. Cette baisse s'explique tout simplement par l'absence d'affaires électorales en 2007. En effet, en raison des élections tenues en 2006, le Conseil d'Etat avait reçu cette année là un surcroît d'affaires liées au contentieux électoral. Si l'on fait abstraction des affaires électorales enregistrées en 2006, on note que le nombre des autres affaires a stagné entre 2006 et 2007.

La répartition des affaires nouvelles par type de contentieux montre que le contentieux foncier, comme en 2006, reste dominant (23 affaires), suivi de près du contentieux de la fonction publique (21 affaires). Le contentieux lié aux marchés publics occupe la troisième place avec 10 affaires mais il a fortement augmenté puisqu'il n'y avait que 3 affaires de ce type en 2006. Par ailleurs, le contentieux électoral qui occupait dans l'ordre d'importance la deuxième place en 2006 n'a pas reçu d'affaires nouvelles en 2007.

Les décisions rendues ont globalement au fil du temps bien suivies les affaires nouvelles depuis l'ouverture du Conseil d'Etat en 2002. Ceci traduit un fonctionnement plutôt efficace. En 2007, le Conseil d'Etat a rendu 7 décisions de moins qu'en 2006 mais le ratio décisions rendues par affaires nouvelles reste relativement plus important que celui de 2006 (85,5% en 2007 contre 69,0% en 2006).

Le volume des décisions pour les jugements en saisine directe est resté le même qu'en 2006 pendant que celui des jugements en appel a connu une diminution (36 contre 45 en 2006). Les décisions rendues pour les arrêts en cassation ont légèrement augmenté mais restent relativement faibles par rapport aux autres types de décisions.

La structure des décisions rendues par le Conseil d'Etat selon leur nature montre que la proportion des décisions de cassation est plus importante chaque année de même que celle des acceptations depuis 2004. La proportion des rejets a, quant à elle, fortement reculé en 2007.

Le nombre de décisions rendues par magistrat a connu une baisse non négligeable avec 4,4 décisions rendues en 2007 contre 5,5 en 2006. Cela s'explique par la légère augmentation du nombre de magistrats du Conseil d'Etat alors que le volume des décisions rendues a baissé.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donnée et le nombre total de décisions rendues.

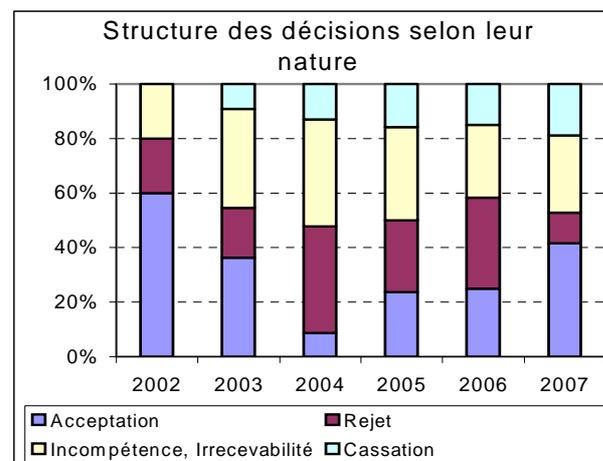
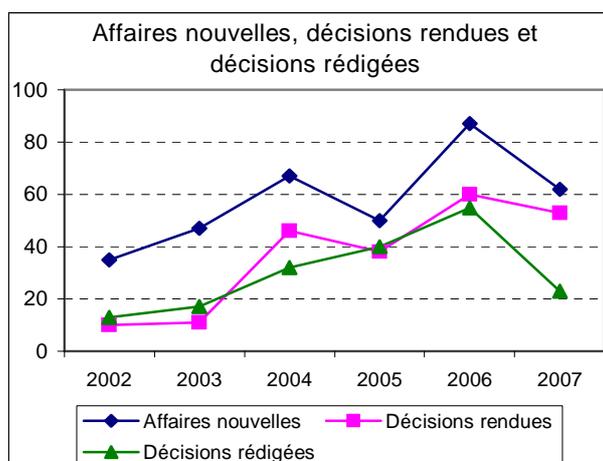
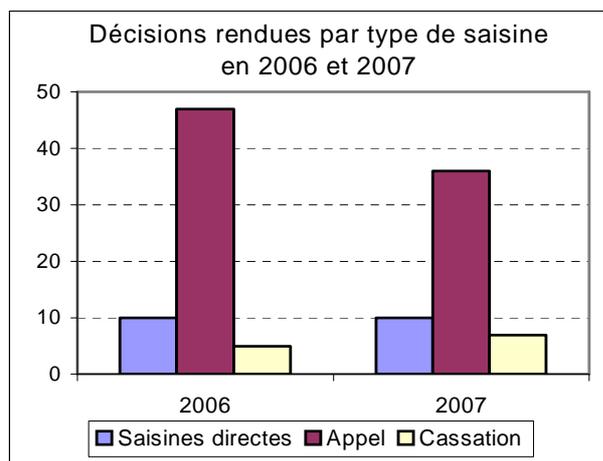
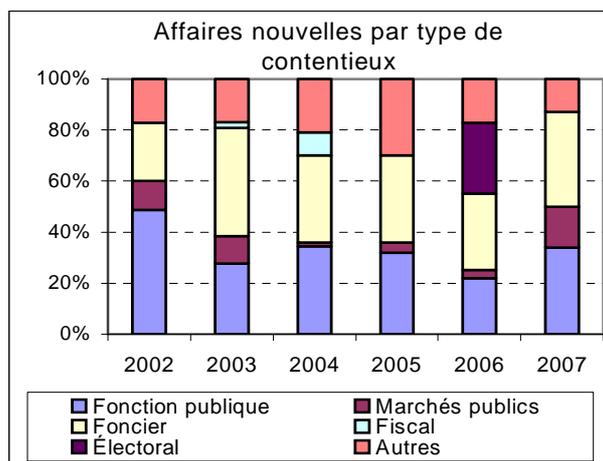
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des 'audiences du Conseil d'Etat.

Activités du Conseil d'Etat

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|------|------|------|------|------|------|
| Affaires nouvelles | 35 | 47 | 67 | 50 | 87 | 62 |
| Ensemble des décisions rendues | 10 | 11 | 46 | 38 | 60 | 53 |
| Décisions rendues pour jugement en saisine directe | 4 | 6 | 25 | 12 | 10 | 10 |
| Décisions rendues pour jugement en appel direct | 6 | 5 | 19 | 24 | 45 | 36 |
| Décisions rendues pour arrêts en cassation | 0 | 0 | 2 | 2 | 5 | 7 |



| | Affaires nouvelles | | | Décisions rendues / Affaires nouvelles | | | Décisions rendues / Magistrat | | |
|-------------------|--------------------|----------------|-------|--|-------|-------|-------------------------------|------|------|
| | Nombre | Variation en % | | En % | | | Nombre | | |
| | 2007 | 2002 | 2006 | 2002 | 2006 | 2007 | 2002 | 2006 | 2007 |
| Ensemble | 62 | 77,1 | -28,7 | 28,6 | 69,0 | 85,5 | 1,1 | 5,5 | 4,4 |
| Fonction publique | 21 | 23,5 | 10,5 | 58,8 | 200,0 | 152,4 | - | - | - |
| Foncier | 23 | 187,5 | -11,5 | 0,0 | 0,0 | 60,9 | - | - | - |
| Electoral | 0 | - | - | - | 91,7 | - | - | - | - |
| Autres | 18 | 80,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 22,2 | - | - | - |

IV.3. Tribunaux administratifs

Points saillants :

- Une baisse importante du nombre d'affaires nouvelles en 2007 par rapport à 2006 ;
- Une baisse importante des décisions rédigées en 2007.

Commentaire général

Comme au niveau du Conseil d'Etat, le nombre des affaires nouvelles reçues par les tribunaux administratifs a, comparativement à 2006, baissé fortement en 2007 (-24,7%). Cela est dû au fait que l'année 2006 était une année exceptionnelle en raison de l'organisation des élections municipales qui a produit des contentieux portés devant les tribunaux administratifs. Si l'on ne tient pas compte des affaires de contentieux électoral en 2006, le nombre d'affaires nouvelles en 2007 est en croissance forte de 35% par rapport à 2006.

La structure des affaires nouvelles par type de contentieux montre une prédominance des contentieux relatifs au foncier en 2007. En effet ceux-ci représentent 41% en 2007 contre 27% pour le contentieux de la fonction publique. En 2006, les contentieux relatifs au foncier ne représentaient que 20% des affaires nouvelles.

Le nombre des décisions rendues par les tribunaux administratifs s'est accru de 82% entre 2000 et 2007, passant de 83 à 151 décisions. Tout comme pour les affaires nouvelles, ce nombre a baissé en apparence en 2007 relativement à 2006 pour des raisons déjà expliquées. Cette baisse apparente est de l'ordre de 31,7%. Le ratio décisions rendues par affaires nouvelles a cependant connu une croissance relativement soutenue en passant de 58,1% en 2000 à 90,5 % en 2006 et 95,6 % en 2007. Cela traduit une certaine dynamique de résolution des litiges relevant des tribunaux administratifs.

La structure des décisions rendues selon leur nature a connu des changements. En effet, la part des décisions sur le fond a baissé en 2007 (47,7%) contre 58,8% en 2006. Les autres types de décisions ont logiquement connu une amélioration de leur part relative en 2007. La part des décisions en acceptation totale et en acceptation partielle s'est améliorée en 2007 par rapport à 2006 contre une forte diminution des décisions de rejet. Les parts des décisions pour incompétence et irrecevabilité se sont également améliorées.

La proportion des décisions rédigées par rapport aux décisions rendues a fortement baissé de près de 20 points en 2007 se situant à 55,5% contre 75,3% en 2006. Situation imputable aux tribunaux administratifs autres que celui de Ouagadougou dont plus de 87% de décisions rendues ont été rédigées en 2007.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Part des affaires nouvelles par type de contentieux : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné de contentieux et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

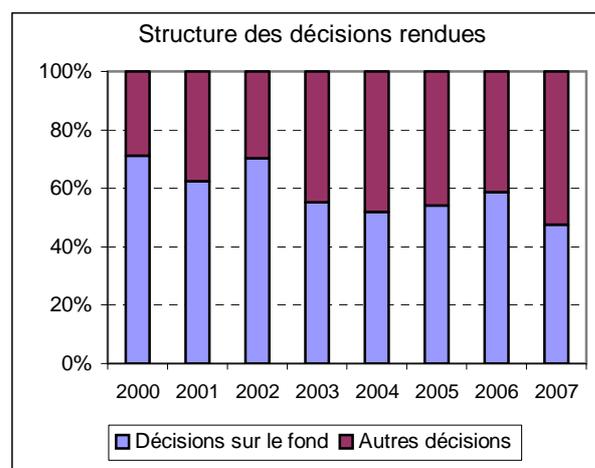
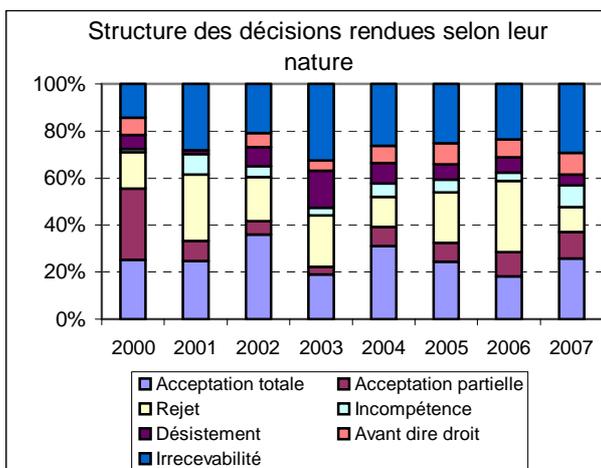
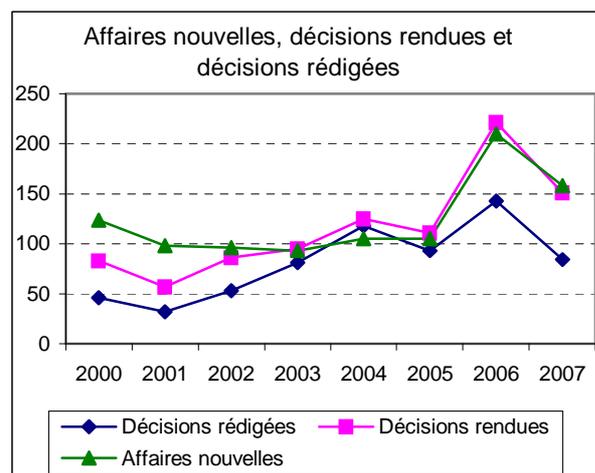
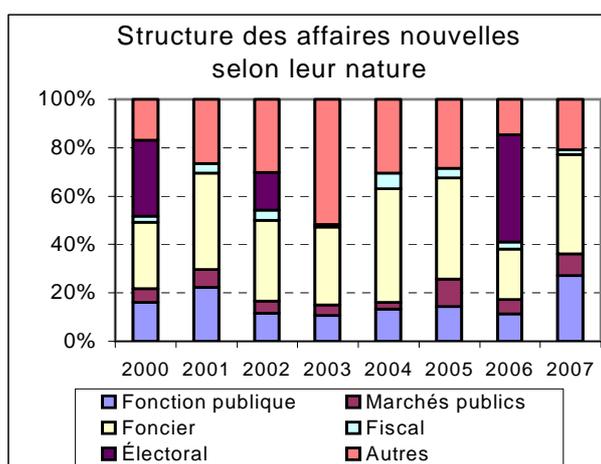
Variation: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Affaires nouvelles | 124 | 98 | 96 | 93 | 105 | 105 | 210 | 158 |
| Décisions rendues | 83 | 57 | 86 | 95 | 125 | 111 | 221 | 151 |
| dont Décisions sur le fond | 59 | 35 | 52 | 42 | 65 | 60 | 130 | 72 |
| % de Décisions sur le fond | 71,1% | 61,4% | 60,5% | 44,2% | 52,0% | 54,1% | 58,8% | 47,7% |
| Proportion de décisions rédigées | 55,4% | 56,1% | 61,6% | 85,3% | 94,4% | 83,8% | 64,7% | 55,6% |



Activités par tribunal administratif

| | Affaires nouvelles | | | Décisions rendues / Affaires nouvelles | | | Décisions rédigées / Décisions rendues | | |
|------------------|--------------------|------------------|-------|--|------|-------|--|------|------|
| | Nombre | Variation en % / | | En % | | | En % | | |
| | | 2007 | 2000 | 2006 | 2000 | 2006 | 2007 | 2000 | 2006 |
| Ensemble | 158 | 27,4 | -24,8 | 58,1 | 90,5 | 95,6 | 63,9 | 75,3 | 55,6 |
| Bobo-Dioulasso | 31 | 40,9 | -41,5 | 72,7 | 83,0 | 112,9 | 0,0 | 27,3 | 54,3 |
| Ouagadougou | 75 | -1,3 | -9,6 | 52,6 | 91,6 | 84,0 | 90,0 | 94,7 | 87,3 |
| Autres tribunaux | 52 | 100,0 | -29,7 | 61,5 | 94,6 | 101,9 | 62,5 | 84,3 | 18,9 |

V. Maisons d'arrêt et de correction

V.1. Nombre de détenus et occupation des maisons d'arrêt au 31/12

Points saillants :

- Une population carcérale en très forte hausse au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006 ;
- Une stagnation du nombre de places disponibles dans les MAC en 2007 ;
- Une forte augmentation de la surpopulation carcérale qui a dépassé pour la première fois les 200% ;
- Une persistance de la pratique non réglementaire des OMD (Ordre de mise en détention).

Commentaire général :

Le nombre de détenus dans les MAC a augmenté très fortement de 35,4% au 31 décembre 2007 par rapport à la même date en 2006. Les variations annuelles ont été plus fortes à Ouagadougou (121,8%), Diapaga (100%), Bogandé (58,9%) et Dori (54,5%). L'augmentation constatée à Ouagadougou est due au fait que la plupart des détenus évadés l'année précédente ont été réintégrés. Seules les MAC de Bobo-Dioulasso et de Tougan ont enregistré une baisse des effectifs des détenus respectivement de 3,5% et 5,4%.

Le taux global d'occupation des MAC est passé de 116,8% en 2006 à 209,6% en 2007, témoignant ainsi de la faible capacité d'accueil des MAC à contenir l'augmentation du nombre de détenus. Cela nécessite que des efforts soient poursuivis pour augmenter la capacité d'accueil et parallèlement contenir l'augmentation des détenus. Aucune capacité supplémentaire n'a été disponible en 2007 par rapport à 2006. En 2007, quatre MAC (Bobo-Dioulasso, Tenkodogo, Kaya et Ouagadougou), contre deux en 2006, ont des taux d'occupation supérieurs à 200%.

La structure des détenus par catégorie a connu des changements considérables entre 2006 et 2007. Le nombre de prévenus a plus que triplé en passant de 205 en 2006 à 674 en 2007. Le nombre total de détenus sous OMD en 2007 est de 142, représentant 7,3% par rapport aux détenus en attente de jugement, ce qui est considérable quant on sait que les OMD ne sont pas des titres de détention légale. Cela appelle à une prise de décision commune afin d'arrêter cette pratique. Le nombre de condamnés en 2007 est quant à lui de 2 260, soit une proportion de 53,7% de l'ensemble des détenus. Celui des détenus en attente de jugement est de 1 947, soit une proportion de 46,3% par rapport à l'ensemble des détenus. Cette proportion est en nette augmentation par rapport à 2006 alors qu'elle était en décroissance entre 2004 et 2006.

Le ratio détenus/GSP est resté constant entre 2006 et 2007 avec 1 GSP pour 6,4 détenus en raison d'un recrutement très important de GSP.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Détenus par GSP : Rapport entre le nombre de détenus au 31 décembre de l'année et le nombre de personnels de garde de sécurité pénitentiaire en service.

Part des détenus d'une catégorie donnée : Rapport entre le nombre de détenus d'une catégorie donnée (prévenus, inculpés ou condamnés) et le nombre total de détenus au 31 décembre.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de détenus et le nombre de places théoriques disponibles (capacité d'accueil) au 31 décembre.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

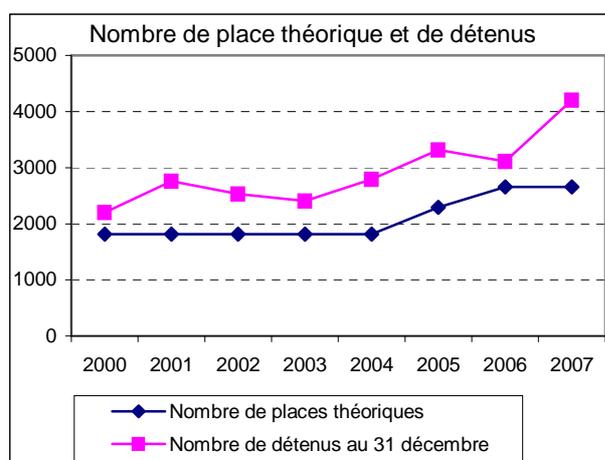
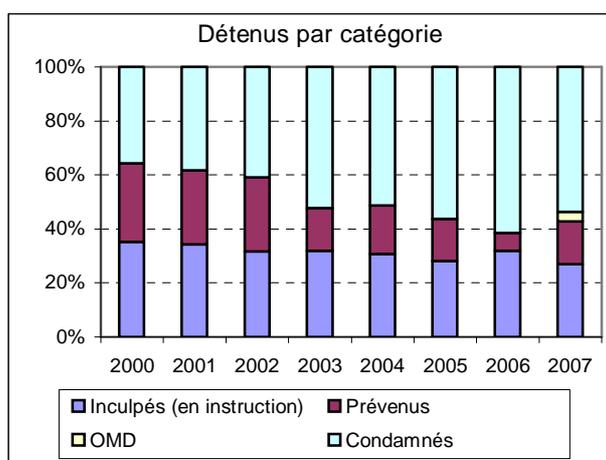
Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels.

Nombre de détenus et occupation des maisons d'arrêt et de correction au 31 décembre

Nombre de détenus au 31 décembre

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble des détenus | 2 204 | 2 757 | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 | 4 207 |
| Détenus en attente de jugement | 1 419 | 1 698 | 1 494 | 1 155 | 1 366 | 1 448 | 1 195 | 1 947 |
| Inculpés (en instruction) | 776 | 945 | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 | 1 131 |
| Prévenus | 643 | 753 | 690 | 383 | 504 | 512 | 205 | 674 |
| OMD | - | - | - | - | - | - | - | 142 |
| Condamnés | 785 | 1 059 | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 | 2 260 |
| % de détenus en attente de jugement | 64,4% | 61,6% | 59,1% | 47,8% | 48,8% | 43,7% | 38,4% | 46,3% |



| | Détenus | | | Occupation des maisons d'arrêt | | | Détenus / GSP | | | |
|-----------------|------------------------|--------------|--------------|--------------------------------|----------------------------|---------------|---------------|-----------------|------------|------------|
| | Effectif au 31/12 2007 | Variation / | | Places théoriques en 2007 | Taux d'occupation au 31/12 | | | Nombre au 31/12 | | |
| | | 2000 | 2006 | | 2000 | 2006 | 2007 | 2000 | 2006 | 2007 |
| Ensemble | 4 207 | 90,9% | 35,4% | 2 660 | 110,2% | 154,9% | 209,6% | 17,2 | 6,4 | 6,4 |
| Banfora | 179 | - | 20,1% | 120 | - | 124,2% | 149,2% | - | 9,3 | 9,4 |
| Baporo | 82 | 811,1% | 24,2% | 80 | 11,3% | 82,5% | 102,5% | 0,8 | 5,1 | 4,1 |
| Bobo-Dioulasso | 497 | 52,0% | -3,5% | 180 | 181,7% | 286,1% | 276,1% | 15,6 | 7,1 | 6,2 |
| Bogandé | 151 | - | 58,9% | 120 | - | 79,2% | 125,8% | - | 7,3 | 10,1 |
| Boromo | 98 | - | 24,1% | 120 | - | 65,8% | 81,7% | - | 4,9 | 5,2 |
| Dédougou | 192 | -5,0% | 21,5% | 120 | 168,3% | 131,7% | 160,0% | 20,2 | 7,5 | 6,2 |
| Diapaga | 58 | - | 100,0% | 120 | - | 24,2% | 48,3% | - | 2,2 | 3,6 |
| Dori | 119 | 24,0% | 54,5% | 120 | 80,0% | 64,2% | 99,2% | 19,2 | 5,5 | 6,6 |
| Fada N'gourma | 232 | 110,9% | 49,7% | 120 | 91,7% | 129,2% | 193,3% | 18,3 | 9,1 | 8,6 |
| Gaoua | 202 | 87,0% | 16,8% | 150 | 72,0% | 115,3% | 134,7% | 15,4 | 10,8 | 9,6 |
| Kaya | 279 | 64,1% | 29,2% | 120 | 141,7% | 180,0% | 232,5% | 18,9 | 12,0 | 12,1 |
| Kongoussi | 162 | - | 19,1% | 120 | - | 113,3% | 135,0% | - | 10,5 | 7,7 |
| Koudougou | 178 | 612,0% | 7,9% | 120 | 20,8% | 137,5% | 148,3% | 2,5 | 5,3 | 5,9 |
| Manga | 113 | - | 18,9% | 120 | - | 79,2% | 94,2% | - | 6,3 | 7,1 |
| Ouagadougou* | 1 158 | 55,9% | 121,8% | 570 | 130,4% | 91,6% | 203,2% | 23,2 | 4,2 | 7,3 |
| Ouahigouya** | 169 | -9,1% | 17,2% | 120 | 155,8% | 120,8% | 141,7% | 23,4 | 5,8 | 6,3 |
| Tenkodogo | 302 | 33,0% | 2,0% | 120 | 189,2% | 246,7% | 251,7% | 25,2 | 15,6 | 10,4 |
| Tougan | 35 | - | -5,4% | 120 | - | 30,8% | 29,2% | - | 2,8 | 2,1 |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

V.2. Caractéristiques des personnes incarcérées

Points saillants :

- Un nombre d'incarcérations en légère progression par rapport à l'année précédente ;
- Des personnes incarcérées relativement jeunes et en très grande majorité de sexe masculin.

Commentaire général :

Le nombre de personnes incarcérées augmente de façon régulière d'année en année. Cette augmentation a été de 2,7% en 2007 par rapport à 2006. Les MAC ayant enregistré les plus fortes augmentations sont celles de Diapaga, Ouahigouya et Manga. En effet, entre 2006 et 2007 la variation des personnes incarcérées est de 250% à Diapaga, 28,6% à Manga, et 26,5% à Ouahigouya. La forte variation enregistrée à Diapaga s'explique par le fait que la MAC ouverte courant 2006 n'a réellement fonctionné qu'en 2007.

La structure des personnes incarcérées selon les tranches d'âge est globalement restée la même que les années précédentes mais on note que les tranches d'âges 13-17 ans (mineurs), 25-39 ans et 40 ans et plus ont connu respectivement des augmentations de leurs effectifs de 19,3%, 3,7% et 11,6% entre 2006 et 2007. La tranche d'âge 18-24 ans est la seule à avoir connu une diminution de son effectif de 5,1%.

L'âge moyen des personnes incarcérées entre 2006 et 2007 est passé de 30,6 ans à 31,1 ans soit une hausse de 0,5 an,

La proportion des personnes incarcérées de sexe masculin en 2007 est de 96,9% contre 97,5% en 2006. Ce qui traduit toujours une prédominance des personnes de sexe masculin. La proportion des femmes qui a légèrement augmenté de 0,1% reste cependant très faible au regard de celle des hommes

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion d'incarcérés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre d'incarcérés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total d'incarcérés au cours d'une année.

Proportion d'incarcérés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre d'incarcérés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'incarcérés au cours d'une année.

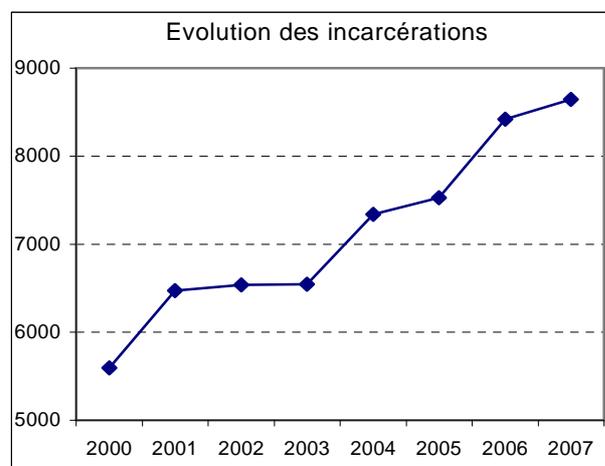
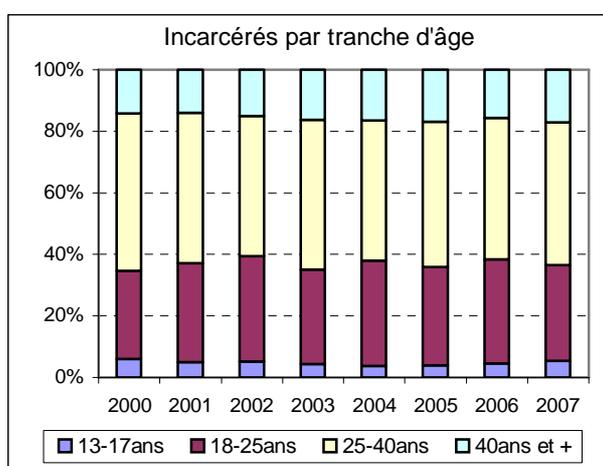
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres d'entrée

Caractéristiques des personnes incarcérées

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble des incarcérations | 5 596 | 6 469 | 6 535 | 6 540 | 7 342 | 7 528 | 8 418 | 8 645 |
| Répartition des incarcérés selon le sexe | | | | | | | | |
| Hommes | 5 456 | 6 373 | 6 366 | 6 419 | 7 160 | 7 368 | 8 210 | 8 376 |
| Femmes | 140 | 96 | 169 | 121 | 182 | 160 | 208 | 269 |
| Répartition des incarcérés selon l'âge | | | | | | | | |
| 13 à 17 ans | 337 | 328 | 347 | 281 | 271 | 296 | 394 | 470 |
| 18 à 24 ans | 1 600 | 2 082 | 2 232 | 2 012 | 2 523 | 2 405 | 2 840 | 2 694 |
| 25 à 39 ans | 2 868 | 3 156 | 2 975 | 3 177 | 3 339 | 3 552 | 3 865 | 4 009 |
| 40 ans et plus | 791 | 903 | 981 | 1 070 | 1 209 | 1 275 | 1 319 | 1 472 |
| <i>Age moyen (en années)</i> | <i>30,7</i> | <i>30,5</i> | <i>30,3</i> | <i>31,0</i> | <i>31,1</i> | <i>31,1</i> | <i>30,6</i> | <i>31,1</i> |



| | Nombre d'incarcérations | | | | | | | | Variation de 2007/ | |
|-----------------|-------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------|-------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2000 | 2006 |
| Ensemble | 5 596 | 6 469 | 6 535 | 6 540 | 7 342 | 7 528 | 8 418 | 8 645 | 54,5% | 2,7% |
| Banfora | - | - | - | - | - | 194 | 260 | 324 | - | 24,6% |
| Baporo | 41 | 25 | 32 | 32 | 64 | 69 | 47 | 82 | 100,0% | 74,5% |
| Bobo-Dioulasso | 942 | 1 091 | 898 | 1 001 | 986 | 1 072 | 990 | 859 | -8,8% | -13,2% |
| Bogandé | - | - | - | - | - | 131 | 235 | 284 | - | 20,9% |
| Boromo | - | - | - | - | - | - | 263 | 295 | - | 12,2% |
| Dédougou | 455 | 512 | 586 | 580 | 477 | 465 | 305 | 283 | -37,8% | -7,2% |
| Diapaga | - | - | - | - | - | - | 40 | 140 | - | 250,0% |
| Dori | 218 | 245 | 255 | 210 | 233 | 206 | 261 | 256 | 17,4% | -1,9% |
| Fada N'gourma | 490 | 526 | 419 | 389 | 493 | 390 | 406 | 440 | -10,2% | 8,4% |
| Gaoua | 347 | 422 | 483 | 567 | 462 | 493 | 396 | 415 | 19,6% | 4,8% |
| Kaya | 317 | 366 | 347 | 315 | 478 | 309 | 364 | 449 | 41,6% | 23,4% |
| Kongoussi | - | - | - | - | - | 53 | 237 | 204 | - | -13,9% |
| Koudougou | 194 | 96 | 100 | 363 | 560 | 559 | 516 | 420 | 116,5% | -18,6% |
| Manga | - | - | - | - | - | 37 | 315 | 405 | - | 28,6% |
| Ouagadougou* | 1 771 | 2 202 | 2 423 | 2 268 | 2 653 | 2 475 | 2 562 | 2 494 | 40,8% | -2,7% |
| Ouahigouya** | 337 | 437 | 552 | 411 | 413 | 414 | 321 | 406 | 20,5% | 26,5% |
| Tenkodogo | 484 | 547 | 440 | 404 | 523 | 577 | 745 | 742 | 53,3% | -0,4% |
| Tougan | - | - | - | - | - | 84 | 155 | 147 | - | -5,2% |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

V.3. Caractéristiques des personnes prévenues

Points saillants :

- Une proportion de prévenus parmi les détenus plus forte au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006 ;
- Une majorité de prévenus comptabilisant au 31/12/2007 au moins un mois de détention préventive.

Commentaire général :

La proportion des prévenus parmi l'ensemble des détenus a connu une très forte augmentation de presque 10 points au 31 décembre 2007 par rapport à la même date en 2006. Elle est passée de 6,6% à 16,0%. Mais l'année 2006 était exceptionnelle et on se situe sur une tendance de long terme plutôt baissière. Cette proportion est en effet passée de 29,2% en 2000 à 18,0% en 2004 et à 16,0 en 2007.

La proportion des prévenus parmi les détenus en attente de jugement, en passant de 17,2% à 34,6%, a doublé en 2007 par rapport à 2006. Mais comme pour la proportion des prévenus parmi l'ensemble des détenus, l'année 2006 est également exceptionnelle par rapport à la proportion des prévenus parmi les détenus en attente de jugement. Cette dernière était proche de 45% entre 2000 et 2002 et depuis 2003 elle se situe autour de 35% (à l'exception de 2006).

L'examen des caractéristiques sociodémographiques des personnes prévenues montre qu'en 2007, elles sont majoritairement de sexe masculin (97,2%) et ont un âge moyen de 29 ans. Les mineurs représentent près de 7% d'entre eux, ce qui est considérable.

La répartition des prévenus selon les catégories d'infractions pour lesquelles ils sont mis en cause est dominée en 2007 par les crimes et délits contre les biens avec 71,4% de prévenus. Viennent ensuite les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs avec 12,6% de prévenus, les crimes et délits contre les particuliers avec 10,7% de prévenus, les crimes et délits contre la chose publique avec 5,0% de détenus et enfin les infractions en matière d'armes et de munitions avec 0,3% de détenus.

Un peu plus de la moitié des prévenus a subi au 31/12/2007 une détention de plus d'un mois. La moyenne des détentions est en effet de 1,8 mois. Les détentions de plus de 3 mois concernent près de 20% de prévenus.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des prévenus d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de prévenus d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de prévenus de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de prévenus détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de prévenus à la fin de l'année

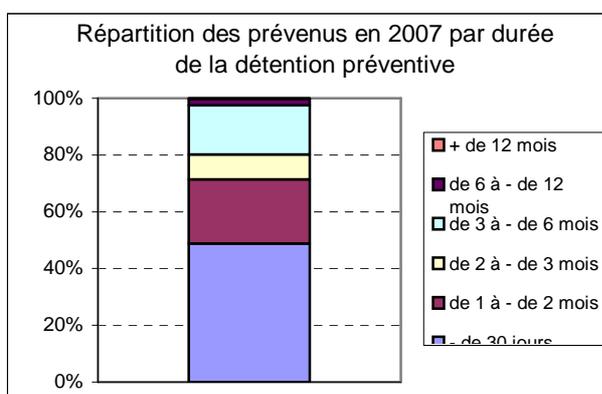
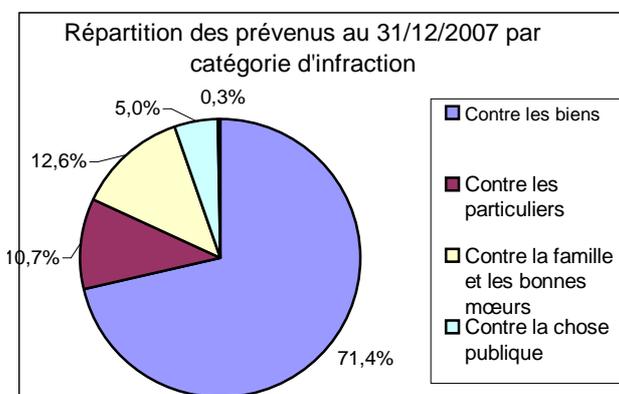
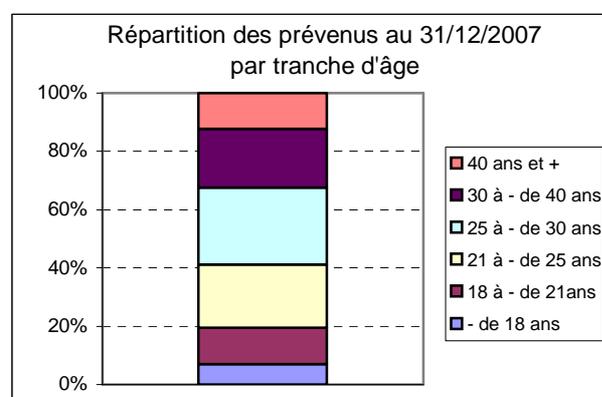
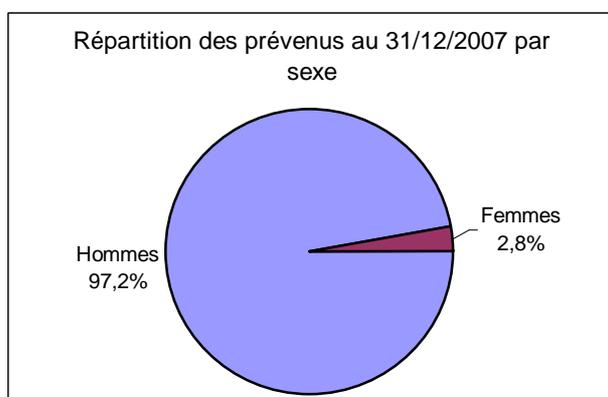
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des prévenus

Caractéristiques des personnes prévenues

| | 2007 |
|--|-------------|
| Ensemble des prévenus | 674 |
| Répartition selon le sexe | |
| Hommes | 655 |
| Femmes | 19 |
| Répartition selon l'âge | |
| moins de 18 ans | 47 |
| 18 ans à moins de 21 ans | 84 |
| 21 ans à moins de 25 ans | 147 |
| 25 ans à moins de 30 ans | 177 |
| 30 ans à moins de 40 ans | 136 |
| 40 ans et plus | 83 |
| <i>Age moyen (en années)</i> | <i>29,0</i> |
| Répartition selon la nature de l'infraction | |
| Crimes et délits contre les biens | 481 |
| Crimes et délits contre les particuliers | 72 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 85 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 34 |
| Infractions en matière d'armes et de munitions | 2 |
| Répartition selon la durée de détention préventive | |
| Moins de 30 jours | 329 |
| De 1 mois à moins de 2 mois | 152 |
| De 2 mois à moins de 3 mois | 59 |
| De 3 mois à moins de 6 mois | 117 |
| De 6 mois à moins de 12 mois | 16 |
| Plus de 12 mois | 1 |
| <i>Durée moyenne de détention préventive (en mois)</i> | <i>1,8</i> |



V.4. Caractéristiques des personnes inculpées

Points saillants :

- Une forte progression du taux de croissance du nombre d'inculpés en 2007 par rapport à 2006 ;
- Un léger recul de la proportion des inculpés parmi l'ensemble des détenus au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006 ;
- Une forte hausse des inculpés détenus pour crimes et délits contre les particuliers au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006 ;
- Une baisse de moitié de la proportion de mineurs inculpés au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006.

Commentaire général :

Le nombre de personnes inculpées, détenues dans l'ensemble des MAC, a dépassé pour la première fois depuis l'année 2000 le millier au 31 décembre 2007. Il est de 1 131 personnes en augmentation de 14,2% par rapport au 31 décembre 2006. Cette augmentation rompt avec celles des deux années précédentes (8,6% en 2005 par rapport à 2004 et 5,8% en 2006 par rapport à 2005) qui laissaient entrevoir une décélération de la croissance du nombre d'inculpés.

La proportion des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus a sensiblement baissé en 2007 où elle est de 26,9% contre 31,9% en 2006 et 35,2% en 2000. La maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (MACO) possède le plus grand nombre d'inculpés (296) suivie de loin par la maison d'arrêt et de correction de Bobo-Dioulasso (146). La MAC de Bogandé est celle qui a en 2007 le taux de croissance du nombre d'inculpés le plus élevé par rapport à 2006 (94,4%), elle est suivie par celle de Diapaga (71,4%) et celle de Ouahigouya (57,9%). Par ailleurs, les proportions les plus élevées d'inculpés parmi l'ensemble des détenus sont enregistrées en 2007 à Bogandé (46,7%), Boromo (38,8%), Gaoua (37,6%) et Banfora (36,9%).

La répartition des inculpés par sexe est restée relativement stable entre 2000 et 2007 avec une très forte domination des inculpés de sexe masculin (près de 98%). En 2007, la proportion de femmes inculpées est restée stable par rapport à 2006.

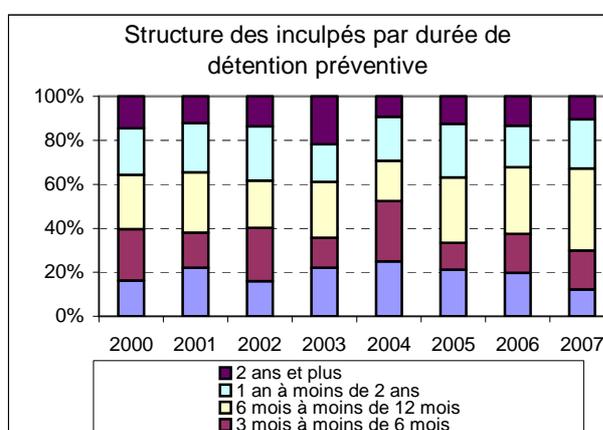
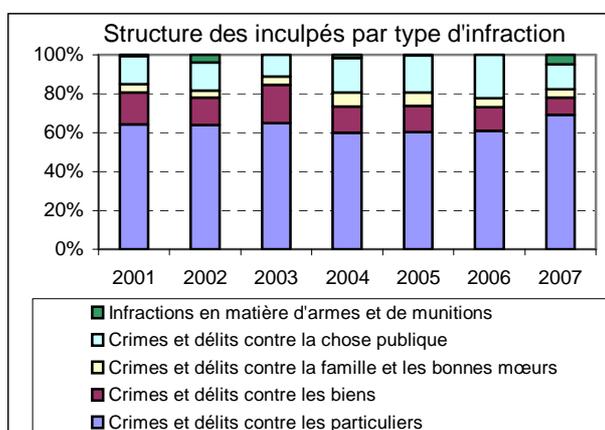
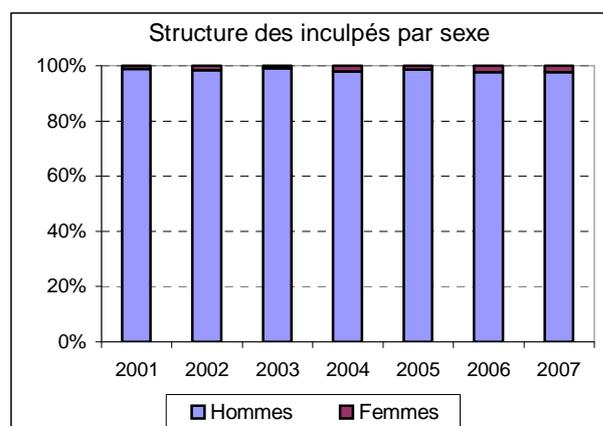
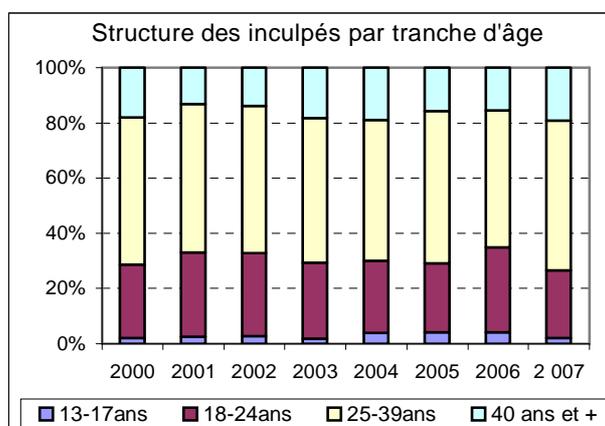
L'âge moyen des inculpés a considérablement augmenté en 2007 s'établissant à 32,4 ans contre 30,7 ans en 2006. Cette moyenne est la plus élevée enregistrée depuis l'année 2000.

La répartition des inculpés par classes d'âge n'a pratiquement pas changé entre 2000 et 2007. Les classes d'âge qui possèdent les plus grands effectifs sont restées les mêmes. En 2007, la classe d'âge « 25 à 29 ans » représente 54,3% d'inculpés, celle des « 18 à 24 ans » en représente 24,6%, celle des « 40 ans et plus » 19,1%. La proportion des mineurs reste la plus faible et elle a baissé presque de moitié par rapport à 2006.

La proportion des inculpés de moins de 25 ans a globalement baissé passant à 26,6% en 2007 contre 34,9% en 2006. Mais au niveau de certaines MAC, elle se maintient à un niveau toujours élevé : il s'agit de celles de Kongoussi (60,0%), Ouahigouya (47,4%), Bobo-Dioulasso (47,3%) et Tenkodogo (41,1%).

Caractéristiques des personnes inculpées

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Ensemble des inculpés | 776 | 945 | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 | 1 131 |
| Répartition selon le sexe | | | | | | | | |
| Hommes | 763 | 933 | 791 | 765 | 845 | 922 | 967 | 1 106 |
| Femmes | 13 | 12 | 13 | 7 | 17 | 14 | 23 | 25 |
| Répartition selon l'âge | | | | | | | | |
| 13 à 17 ans | 16 | 24 | 23 | 15 | 34 | 38 | 42 | 23 |
| 18 à 24 ans | 207 | 289 | 240 | 211 | 224 | 234 | 304 | 278 |
| 25 à 39 ans | 414 | 508 | 429 | 406 | 441 | 516 | 491 | 614 |
| 40 ans et plus | 139 | 124 | 112 | 140 | 163 | 148 | 153 | 216 |
| <i>Age moyen (en années)</i> | <i>31,6</i> | <i>30,3</i> | <i>30,7</i> | <i>31,8</i> | <i>31,7</i> | <i>30,8</i> | <i>30,7</i> | <i>32,4</i> |
| Répartition selon la catégorie de l'infraction | | | | | | | | |
| Crimes et délits contre les particuliers | 482 | 606 | 515 | 502 | 518 | 566 | 604 | 782 |
| Crimes et délits contre les biens | 133 | 157 | 113 | 152 | 115 | 124 | 121 | 99 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 23 | 38 | 29 | 33 | 62 | 64 | 44 | 48 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 98 | 137 | 116 | 84 | 153 | 180 | 220 | 147 |
| Infractions en matière d'armes et de munitions | 40 | 7 | 31 | 1 | 14 | 2 | 1 | 55 |
| Répartition selon la durée de la détention préventive | | | | | | | | |
| Moins de 6 mois | 309 | 359 | 324 | 276 | 451 | 312 | 370 | 338 |
| 6 mois à moins de 12 mois | 191 | 259 | 173 | 196 | 159 | 280 | 301 | 421 |
| 1 an à moins de 2 ans | 164 | 213 | 197 | 132 | 173 | 226 | 188 | 254 |
| 2 ans et plus | 112 | 114 | 110 | 168 | 79 | 118 | 131 | 118 |
| <i>Durée moyenne de détention préventive (en mois)</i> | <i>12,2</i> | <i>11,3</i> | <i>12,4</i> | <i>14,3</i> | <i>10,0</i> | <i>11,7</i> | <i>11,9</i> | <i>12,0</i> |



Caractéristiques des personnes inculpées (suite et fin)

La structure des inculpés par catégories d'infractions commises a gardé pratiquement la même tendance de 2000 à 2007. On note cependant en 2007 par rapport à 2006, un accroissement de la proportion d'inculpés poursuivis pour crimes et délits contre les particuliers et une résurgence des infractions en matière d'armes et de munitions. En effet, la proportion d'inculpés pour crimes et délits contre les particuliers est passée de 61,0% en 2006 à 69,1% en 2007 et le nombre d'inculpés poursuivis pour des infractions en matière d'armes et de munitions est passé de 1 en 2006 à 55 en 2007.

Par rapport à 2006, les MAC qui ont enregistré en 2007 les plus fortes croissances d'inculpés pour crimes et délits contre les particuliers sont celles de Banfora (282,4%), Bogandé (107,1%) et Ouagadougou (76,8%).

La structure des inculpés par durée de détention préventive montre une réduction progressive des faibles durées de détention depuis 2004 et donc une augmentation des longues détentions. La durée moyenne des détentions préventives d'inculpés est ainsi passée progressivement de 10 mois en 2004 à 12 mois en 2007. Une majorité relative de personnes inculpées (37,2%) en 2007 a une durée de détention comprise entre 6 et 12 mois, 30% une durée comprise entre 0 et 6 mois et 22,4% une durée comprise entre 1 et 2 ans.

Les longues détentions préventives sont en baisse en 2007 comparativement à 2006. Les détentions de plus de deux années ont concerné 10,4% d'inculpés en 2007 contre 13,2% en 2006. Les MAC où les proportions d'inculpés en détention préventive depuis deux ans et plus sont les plus élevées sont celles de Gaoua (27,6%), Bobo-Dioulasso (24,7%), Koudougou (15,2%) et Kaya (14,8%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion d'inculpés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total d'inculpés à la fin de l'année.

Proportion d'inculpés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre d'inculpés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'inculpés à la fin de l'année.

Proportion d'inculpés d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'inculpés à la fin de l'année.

Proportion d'inculpés d'une durée de détention donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés en détention provisoire pendant une durée donnée et le nombre total d'inculpés à la fin de l'année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des inculpés.

Caractéristiques des personnes inculpées (suite et fin)

| | Ensemble des inculpés | | | Inculpés pour crimes et délits contre les particuliers | | | Inculpés pour crimes et délits contre les biens | | |
|-----------------|-----------------------|--------------|--------------|--|--------------|--------------|---|---------------|---------------|
| | Nombre au 31/12/2007 | Variation / | | Nombre au 31/12/2007 | Variation / | | Nombre au 31/12/2007 | Variation / | |
| | | 2000 | 2006 | | 2000 | 2006 | | 2000 | 2006 |
| Ensemble | 1 131 | 45,7% | 14,2% | 782 | 62,2% | 29,5% | 99 | -25,6% | -18,2% |
| Banfora | 66 | - | 65,0% | 65 | - | 282,4% | 1 | - | 0,0% |
| Baporo | 0 | 0% | 0,0% | 0 | 0,0% | 0,0% | 0 | - | - |
| Bobo-Dioulasso | 146 | 24,8% | -2,7% | 85 | 102,4% | -2,3% | 5 | -72,2% | -58,3% |
| Bogandé | 70 | - | 94,4% | 58 | - | 107,1% | 3 | - | -40,0% |
| Boromo | 38 | - | 26,7% | 29 | - | 16,0% | 2 | - | 100,0% |
| Dédougou | 53 | -5,4% | 3,9% | 40 | 0,0% | -7,0% | 3 | -62,5% | 50,0% |
| Diapaga | 12 | - | 71,4% | 9 | - | 28,6% | 3 | - | - |
| Dori | 18 | -18,2% | 12,5% | 13 | -23,5% | 30,0% | 2 | -33,3% | 100,0% |
| Fada N'gourma | 80 | 66,7% | 27,0% | 43 | 2,4% | -15,7% | 0 | -100,0% | -100,0% |
| Gaoua | 76 | 100,0% | 18,8% | 68 | 119,4% | 41,7% | 6 | 50,0% | -25,0% |
| Kaya | 81 | 8,0% | 15,7% | 50 | 25,0% | 47,1% | 2 | -90,9% | -33,3% |
| Kongoussi | 41 | - | -8,9% | 29 | - | -27,5% | 4 | - | 0,0% |
| Koudougou | 33 | - | -25,0% | 27 | - | 12,5% | 0 | - | -100,0% |
| Manga | 26 | - | -27,8% | 12 | - | -25,0% | 11 | - | -26,7% |
| Ouagadougou* | 296 | 13,8% | 34,5% | 168 | 7,7% | 76,8% | 52 | 13,0% | 10,6% |
| Ouahigouya** | 30 | -69,1% | 57,9% | 27 | -62,5% | 50,0% | 1 | -92,9% | - |
| Tenkodogo | 63 | 0,0% | -33,7% | 57 | 35,7% | 0,0% | 4 | -69,2% | -78,9% |
| Tougan | 2 | - | -50,0% | 2 | - | -50,0% | 0 | - | - |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

| | Inculpés en % de détenus | | | Inculpés de moins de 25 ans en % des inculpés | | | Inculpés en détention de 2 ans et plus en % des inculpés | | |
|-----------------|--------------------------|--------------|--------------|---|--------------|--------------|--|--------------|--------------|
| | 2000 | 2006 | 2007 | 2000 | 2006 | 2007 | 2000 | 2006 | 2007 |
| Ensemble | 35,3% | 31,9% | 27,4% | 28,7% | 34,9% | 26,6% | 14,4% | 13,2% | 10,4% |
| Banfora | - | 26,8% | 36,9% | - | 27,5% | 27,5% | - | 0,0% | 4,5% |
| Baporo | 0,0% | 0,0% | 0,0% | - | 0,0% | - | - | - | - |
| Bobo-Dioulasso | 35,8% | 29,1% | 29,4% | 17,1% | 47,3% | 47,3% | 38,5% | 32,7% | 24,7% |
| Bogandé | - | 37,9% | 46,7% | - | 33,3% | 33,3% | - | 0,0% | 1,4% |
| Boromo | - | 38,0% | 38,8% | - | 23,3% | 23,3% | - | 6,7% | 5,3% |
| Dédougou | 27,7% | 32,3% | 30,5% | 12,5% | 33,3% | 33,3% | 0,0% | 11,8% | 9,4% |
| Diapaga | - | 24,1% | 20,7% | - | 28,6% | 28,6% | - | 0,0% | 0,0% |
| Dori | 22,9% | 20,8% | 15,1% | 9,1% | 37,5% | 37,5% | 0,0% | 6,3% | 5,6% |
| Fada N'gourma | 43,6% | 40,6% | 34,9% | 33,3% | 20,6% | 20,6% | 0,0% | 25,4% | 12,5% |
| Gaoua | 35,2% | 37,0% | 37,6% | 21,1% | 32,8% | 32,8% | 0,0% | 34,4% | 27,6% |
| Kaya | 44,1% | 32,4% | 29,0% | 28,0% | 28,6% | 28,6% | 14,7% | 22,9% | 14,8% |
| Kongoussi | - | 33,1% | 25,3% | - | 60,0% | 60,0% | - | 0,0% | 2,4% |
| Koudougou | 0,0% | 26,7% | 18,5% | - | 36,4% | 36,4% | - | 2,3% | 15,2% |
| Manga | - | 37,9% | 23,4% | - | 36,1% | 36,1% | - | 0,0% | 0,0% |
| Ouagadougou* | 35,0% | 42,1% | 25,6% | 34,6% | 27,7% | 27,7% | 13,8% | 7,7% | 6,4% |
| Ouahigouya** | 51,9% | 13,1% | 17,8% | 36,1% | 47,4% | 47,4% | 20,6% | 0,0% | 0,0% |
| Tenkodogo | 27,8% | 32,1% | 20,9% | 38,1% | 41,1% | 41,1% | 0,0% | 1,1% | 3,2% |
| Tougan | - | 10,8% | 5,1% | - | 25,0% | 25,0% | - | 0,0% | 0,0% |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

V.5. Caractéristiques des personnes condamnées

Points saillants :

- Une croissance plus forte du nombre de condamnés au 31/12/2007 par rapport à celle enregistrée au 31/12/2006 ;
- Une baisse de la proportion de condamnés parmi l'ensemble des détenus au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006 ;
- Une baisse sensible de la proportion des mineurs parmi les condamnés au 31/12/2007 par rapport au 31/12/2006.

Commentaire général :

Le nombre de personnes condamnées, incarcérées dans l'ensemble des MAC, est en croissance régulière depuis 2003. Il a dépassé pour la première fois deux milliers de personnes au 31 décembre 2007. Il est en effet de 2 260 personnes, en augmentation de 18,1% par rapport au 31 décembre 2006. Cette augmentation est bien plus forte que celle enregistrée en 2006 par rapport à 2005 (2,5%) et plus faible que celle enregistrée en 2005 par rapport à 2004 (30,3%).

Les condamnés représentent depuis 2003 la majorité de l'ensemble des personnes en détention dans les MAC. Cette majorité était de 53,7% en 2007, en baisse par rapport à 2006 où elle était de 61,6%. Au niveau des MAC, Ouahigouya, Dédougou, Bobo-Dioulasso, Kongoussi et Tougan comptent en 2007 plus de 60% de condamnés parmi les détenus.

La répartition des condamnés par sexe montre comme pour les autres catégories de détenus une prédominance des hommes. En 2007, près de 99% des condamnés sont de sexe masculin.

L'âge moyen des condamnés en 2007 est resté dans la lignée des années précédentes se situant à 29,7 ans contre 30,3 en 2006 et 29,6 en 2005. La répartition par classes d'âge reste également en 2007 conforme à celles des années précédentes. La classe « 25-39 ans » reste la plus représentée, suivi de près par la classe « 18-24 ans ». La proportion de mineurs demeure la plus faible et a connu une légère baisse par rapport à 2006.

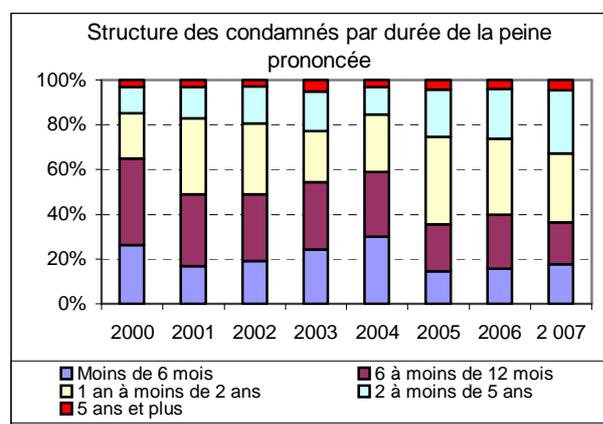
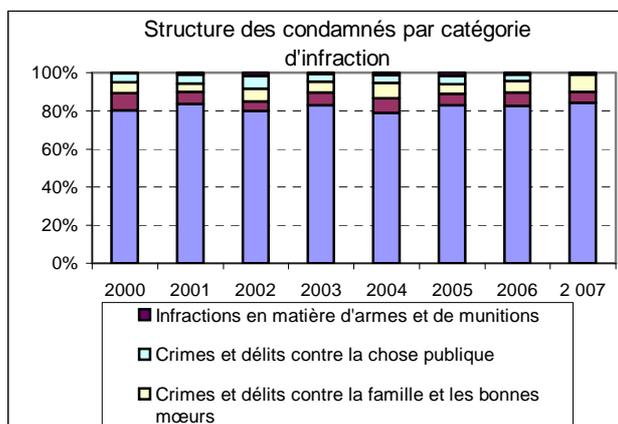
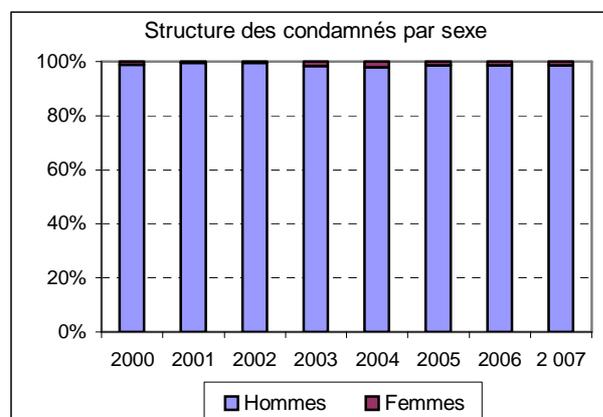
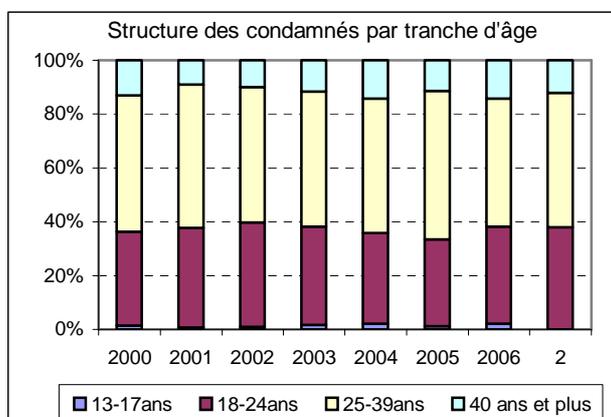
Les moins de 25 ans représentent globalement près de 4 condamnés sur 10 mais ils sont plus représentés parmi les condamnés des MAC de Manga (54,0%), Baporo (47,6), Kaya (47,4), Bobo-Dioulasso (45,7) et Tenkodogo (44,0).

La répartition des condamnés par catégories d'infractions s'est peu modifiée en 2007 par rapport aux années précédentes. Environ 80% des condamnés ont commis des crimes et délits contre les biens, principalement des « vols, recels, extorsions et escroqueries ». Les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs occupent la deuxième place avec 8,4% de condamnés. La dernière catégorie d'infractions (infractions en matière d'armes et de munitions) a connu une légère augmentation mais reste relativement faible vis-à-vis des autres infractions.

Globalement, l'augmentation du nombre des condamnés pour crimes et délits contre les biens en 2007 est de 15,6%, mais la situation est très contrastée au niveau des MAC. Ainsi, Fada N'gourma, Manga et Baporo ont vu le nombre de condamnés pour crimes et délits contre les biens augmenter en 2007 d'au moins 50% par rapport à 2006. A l'opposé, Bogandé, Boromo, Gaoua, Tougan et Bobo-Dioulasso ont vu le même nombre baissé d'au moins 15%.

Caractéristiques des personnes condamnées

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble des condamnés | 785 | 1 059 | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 | 2 260 |
| Répartition selon le sexe | | | | | | | | |
| Hommes | 776 | 1 053 | 1 030 | 1 237 | 1 403 | 1 839 | 1 886 | 2 230 |
| Femmes | 9 | 6 | 6 | 22 | 30 | 28 | 27 | 30 |
| Répartition selon l'âge | | | | | | | | |
| 13 à 17 ans | 12 | 8 | 10 | 21 | 29 | 24 | 42 | 37 |
| 18 à 24 ans | 273 | 390 | 402 | 460 | 483 | 601 | 690 | 845 |
| 25 à 39ans | 398 | 566 | 520 | 631 | 718 | 1 031 | 908 | 1 109 |
| 40 ans et plus | 102 | 95 | 104 | 147 | 203 | 211 | 273 | 269 |
| <i>Age moyen (en années)</i> | <i>30,2</i> | <i>29,0</i> | <i>29,2</i> | <i>29,4</i> | <i>30,5</i> | <i>29,6</i> | <i>30,3</i> | <i>29,7</i> |
| Répartition selon la catégorie de l'infraction | | | | | | | | |
| Crimes et délits contre les biens | 631 | 884 | 827 | 1 045 | 1 133 | 1 546 | 1 581 | 1 827 |
| Crimes et délits contre les particuliers | 69 | 67 | 54 | 85 | 108 | 118 | 136 | 129 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 45 | 48 | 67 | 70 | 113 | 93 | 114 | 190 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 37 | 51 | 72 | 51 | 60 | 81 | 66 | 89 |
| Infractions en matière d'armes et de munitions | 3 | 9 | 16 | 8 | 19 | 29 | 16 | 25 |
| Répartition selon la peine prononcée | | | | | | | | |
| Moins de 6 mois | 205 | 177 | 199 | 306 | 430 | 273 | 299 | 399 |
| 6 mois à moins de 12 mois | 305 | 342 | 310 | 379 | 416 | 394 | 465 | 424 |
| 1 an à moins de 2 ans | 158 | 358 | 326 | 286 | 367 | 725 | 645 | 696 |
| 2 ans à moins de 5 ans | 92 | 148 | 171 | 222 | 176 | 393 | 425 | 640 |
| 5 ans et plus | 25 | 34 | 30 | 66 | 44 | 82 | 79 | 101 |
| <i>Durée moyenne de la peine (en mois)</i> | <i>15,9</i> | <i>17,8</i> | <i>17,9</i> | <i>19,5</i> | <i>15,9</i> | <i>22,0</i> | <i>21,4</i> | <i>23,9</i> |



Caractéristiques des personnes condamnées (suite et fin)

La durée moyenne des peines prononcées concernant les condamnés en détention au 31 décembre 2007 s'est accrue par rapport à 2006. Elle est passée de 21,4 mois à 23,9 mois soit presque 2 années. Le durcissement des peines de condamnations au fil se confirme donc. La durée moyenne des peines était seulement de 16 mois en 2000.

La répartition des condamnés par durée de la peine prononcée s'est sensiblement modifiée durant les deux dernières années. On note une progression importante de la proportion des condamnés à une peine de deux ans à moins de cinq ans qui est passée de 21,0% en 2005 à 22,2% en 2006 puis 28,3% en 2007. La proportion des condamnés à moins de six mois a eu la même progression mais moins rapide en passant de 14,6% en 2005 à 15,6% en 2006 et 17,7% en 2007. A l'inverse, la proportion des condamnés à une peine d'un à moins de deux ans a régressé considérablement de 38,8% en 2005 à 33,7% en 2006 et 30,8% en 2007.

La proportion des condamnés aux peines d'au moins deux années s'est globalement accrue de plus de 6 points en 2007 par rapport à 2006, passant de 26,3 à 32,7%. Les MAC ayant enregistré les croissances les plus importantes sont Bogandé (+26 points), Tenkodogo (+21 points), Banfora (+21 points), Dori (+19 points) et Boromo (+17 points).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de condamnés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de condamnés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de condamnés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de condamnés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une durée de détention donnée : Rapport entre le nombre de condamnés à une peine d'une durée donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des condamnés.

Caractéristiques des personnes condamnées (suite et fin)

| | Ensemble des condamnés | | | Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers | | | Condamnés pour crimes et délits contre les biens | | |
|-----------------|------------------------|---------------|--------------|---|--------------|--------------|--|---------------|--------------|
| | Nombre au 31/12/2007 | Variation / | | Nombre au 31/12/2007 | Variation / | | Nombre au 31/12/2007 | Variation / | |
| | | 2000 | 2006 | | 2000 | 2006 | | 2000 | 2006 |
| Ensemble | 2 260 | 187,9% | 18,1% | 129 | 84,3% | -7,9% | 1 827 | 189,5% | 15,6% |
| Banfora | 81 | - | -18,2% | 3 | - | 50,0% | 76 | - | -12,6% |
| Baporo | 82 | 811,1% | 24,2% | 4 | 33,3% | -63,6% | 75 | 1 150,0% | 50,0% |
| Bobo-Dioulasso | 322 | 242,6% | 2,5% | 21 | 425,0% | 10,5% | 238 | 197,5% | -16,8% |
| Bogandé | 53 | - | -11,7% | 5 | - | 0,0% | 41 | - | -25,5% |
| Boromo | 46 | - | -19,3% | 0 | - | -100,0% | 41 | - | -19,6% |
| Dédougou | 123 | 24,2% | 25,5% | 3 | -66,7% | -66,7% | 112 | 57,7% | 43,6% |
| Diapaga | 22 | - | 100,0% | 5 | - | 150,0% | 10 | - | 42,9% |
| Dori | 70 | 0,0% | 45,8% | 11 | 22,2% | 57,1% | 58 | 5,5% | 45,0% |
| Fada N'gourma | 102 | 104,0% | 36,0% | 9 | 12,5% | 0,0% | 82 | 100,0% | 57,7% |
| Gaoua | 95 | 313,0% | 2,2% | 19 | - | 280,0% | 65 | 182,6% | -17,7% |
| Kaya | 156 | 345,7% | 13,0% | 6 | 50,0% | -14,3% | 123 | 373,1% | 8,8% |
| Kongoussi | 106 | - | 26,2% | 9 | - | 80,0% | 95 | - | 30,1% |
| Koudougou | 101 | 304,0% | 21,7% | 5 | - | 25,0% | 83 | 245,8% | 10,7% |
| Manga | 63 | - | 46,5% | 6 | - | 200,0% | 48 | - | 54,8% |
| Ouagadougou* | 557 | 101,1% | 35,9% | 14 | -26,3% | -33,3% | 447 | 95,2% | 41,0% |
| Ouahigouya** | 108 | 35,0% | 21,3% | 4 | -63,6% | -42,9% | 91 | 62,5% | 30,0% |
| Tenkodogo | 150 | 552,2% | 33,9% | 3 | 50,0% | -70,0% | 123 | 515,0% | 30,9% |
| Tougan | 23 | - | -30,3% | 2 | - | -66,7% | 19 | - | -17,4% |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

| | Condamnés en % de détenus | | | Condamnés de moins de 25 ans en % des condamnés | | | Condamnés à 2 ans et plus en % des condamnés | | |
|-----------------|---------------------------|--------------|--------------|---|--------------|--------------|--|--------------|--------------|
| | 2000 | 2006 | 2007 | 2000 | 2006 | 2 007 | 2000 | 2006 | 2007 |
| Ensemble | 35,7% | 61,6% | 53,7% | 36,3% | 38,3% | 39,0% | 14,9% | 26,3% | 32,7% |
| Banfora | - | 66,4% | 45,3% | - | 30,3% | 38,3% | - | 33,3% | 54,3% |
| Baporo | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 33,3% | 13,6% | 47,6% | 44,4% | 53,0% | 20,7% |
| Bobo-Dioulasso | 28,7% | 61,0% | 64,8% | 18,1% | 45,5% | 45,7% | 6,4% | 5,1% | 9,0% |
| Bogandé | - | 63,2% | 35,1% | - | 26,7% | 28,3% | - | 10,0% | 35,8% |
| Boromo | - | 72,2% | 46,9% | - | 49,1% | 28,3% | - | 0,0% | 17,4% |
| Dédougou | 49,0% | 62,0% | 64,1% | 31,3% | 29,6% | 35,8% | 11,1% | 45,9% | 48,8% |
| Diapaga | - | 37,9% | 37,9% | - | 36,4% | 27,3% | - | 0,0% | 4,5% |
| Dori | 72,9% | 62,3% | 58,8% | 37,1% | 29,2% | 22,9% | 31,4% | 45,8% | 64,3% |
| Fada N'gourma | 45,5% | 48,4% | 44,0% | 56,0% | 42,7% | 31,4% | 4,0% | 21,3% | 19,6% |
| Gaoua | 21,3% | 53,8% | 47,0% | 39,1% | 31,2% | 33,7% | 26,1% | 31,2% | 32,6% |
| Kaya | 20,6% | 63,9% | 55,9% | 48,6% | 47,8% | 47,4% | 22,9% | 28,3% | 26,3% |
| Kongoussi | - | 61,8% | 65,4% | - | 34,5% | 29,2% | - | 40,5% | 34,9% |
| Koudougou | 113,6% | 50,3% | 56,7% | 52,0% | 50,6% | 39,6% | 36,0% | 31,3% | 39,6% |
| Manga | - | 45,3% | 55,8% | - | 41,9% | 54,0% | - | 0,0% | 0,0% |
| Ouagadougou* | 37,3% | 78,5% | 48,1% | 37,5% | 33,7% | 38,2% | 12,6% | 42,7% | 44,5% |
| Ouahigouya** | 42,8% | 61,4% | 63,5% | 31,3% | 32,6% | 37,0% | 16,3% | 21,3% | 23,1% |
| Tenkodogo | 10,1% | 37,8% | 49,7% | 52,2% | 51,8% | 44,0% | 4,3% | 0,0% | 21,3% |
| Tougan | - | 89,2% | 65,7% | - | 54,5% | 39,1% | - | 27,3% | 30,4% |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

Glossaire

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Acceptation partielle : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Acceptation : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende supérieure ou égale à 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps), voire de peines complémentaires.

Affaire en cours d'instruction : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire jugée : Affaire pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans une juridiction.

Affaire dont l'instruction est terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par une ordonnance de transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel de ressort, soit par une ordonnance de renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non lieu.

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction de degré inférieur par une juridiction de degré supérieur pour irrégularité de forme ou de fond, à la suite d'un appel ou d'un recours en révision ou en cassation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par une juridiction de premier degré devant la juridiction de second degré pour qu'elle soit rejugée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par un juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser une instruction.

Arrêt définitif de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Arrêt provisoire de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt rédigé : Décision rendue par une juridiction de degré supérieur rédigée et signée par le juge.

Arrêt sur le fond : Décision d'une juridiction de degré supérieur touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des arrêts de confirmation, infirmation, reformation ou d'annulation.

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Assistance éducative : Mesure pouvant être prise par les juridictions pour enfants, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont supposées gravement compromises.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir en commun.

Avant dire droit : Décision prise par un juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser une instruction.

Avis : Opinion émise par une haute juridiction, par exemple sur la régularité d'une procédure.

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les peines privatives de liberté.

Cassation : Annulation par la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat d'une décision passée en force de chose jugée et rendue en violation de la loi.

Centre pénitentiaire agricole : Etablissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit.

Confirmation : Décision par laquelle une juridiction de recours consolide et maintient la décision des premiers juges.

Conseil d'Etat : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Contradictoire (jugement) : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail, elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. La Cour de cassation, créée par la loi n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, est fonctionnelle depuis 2003.

Cour des comptes : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps), voire de peines complémentaires.

Crimes et délits contre la chose publique : Détournement de deniers publics ; Corruption ; Evasion ; Faux et usage de faux ; etc.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs : Mutilations génitales féminines ; Infractions en matière de mariage ; Proxénétisme ; Trafic d'enfant ; Enlèvement d'enfant ; Attentat aux mœurs ; Prostitution ; Stupéfiants ; etc.

Crimes et délits contre les biens : Vols ; Extorsions ; Recels ; Escroqueries ; Abus de confiance ; Destructures, dégradations, dommages ; Stellation ; Infractions en matière de chèques ; etc.

Crimes et délits contre les particuliers : Homicides volontaires ; Empoisonnements ; Violences ; Coups et blessures volontaires ; Violences et voies de fait ; Homicides et blessures involontaires ; Viols ; Coups mortels ; Assassinats ; Associations de malfaiteurs ; Vols aggravés ; Diffamation ; Injures ; Non-assistance à personne en danger ; etc.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Décision sur le fond : Décision d'une juridiction touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décisions du Premier Président : Ordonnances de référés et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Défaut (jugement par) : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Dépenses d'équipement-investissement : Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi une juridiction renonce à son action.

Destructures, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détention provisoire : Mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire ordonnée par un juge d'instruction.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Electoral (contentieux de type) : Litige concernant les élections. Il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, de nature correctionnelle, consistant dans l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, de s'échapper ou tenter de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Fiscal (contentieux de type) : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire.

Foncier (contentieux de type) : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fonction publique (contentieux lié à) : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent aux meurtres, parricides et infanticides.

Incarcération : Mise en détention ou emprisonnement.

Incompétence : Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître d'une demande.

Inculpé : Personne soupçonnée d'une infraction pendant la procédure d'instruction.

Infirmité : Annulation totale par une juridiction de recours d'une décision rendue en premier ressort.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jonction : Mesure administrative judiciaire par laquelle le tribunal ou le Président du tribunal décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

Juge des enfants : Institué au siège des TGI, le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

Jugement avant dire droit : Décision prise par un juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit la juridiction.

Jugement rendu sur le fond : Décision d'une juridiction touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Maison d'arrêt et de correction : Etablissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Marché public (contentieux de type) : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Mineur délinquant : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Non paiement de salaire (conflit lié au) : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Placement : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative) qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement, public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention pour être jugée.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rapport public de la Cour des comptes : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et élabore, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Référé (Cour des comptes) : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale : greffe du tribunal de grande instance qui l'abrite.

Rejet : Situation dans laquelle une juridiction tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisie.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.

Réputé contradictoire (jugement) : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparait pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Rupture de contrat de travail (conflit lié à la) : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Saisine directe : Affaire introduite directement devant une juridiction soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine pénale : Introduction d'une nouvelle affaire pour les faits de contraventions, de délits ou de crimes.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Taux d'occupation des maisons d'arrêt et de correction : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil).

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Tribunal administratif : Juridiction du premier degré de l'ordre administratif, il est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif : contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation.

Tribunal de grande instance : Juridiction de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal départemental et tribunal d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Tribunal d'instance : Juridiction ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, il est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux et des tribunaux d'arrondissement.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail et du Code de sécurité sociale.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants, il statue en premier et dernier ressort en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 AN/ du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Les chiffres clés de la justice

| NOMBRE DE JURIDICTIONS ET D'ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Juridictions de l'ordre judiciaire | | | | | | | | |
| Cour de cassation | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Cours d'appel | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux de grande instance | 10 | 11 | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 | 19 |
| Tribunaux d'instance | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux du travail | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Juges des enfants | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux pour enfants | - | - | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux départementaux | - | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 |
| Tribunaux d'arrondissement | - | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Juridictions de l'ordre administratif | | | | | | | | |
| Cour des comptes | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Conseil d'État | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Tribunaux administratifs | 10 | 11 | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 | 19 |
| Établissements pénitentiaires | | | | | | | | |
| Maisons d'arrêt et de correction | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 15 | 19 | 19 |
| Centre pénitentiaire agricole | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| MOYENS | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
| Dotations budgétaires (en millions de FCFA) | 2 232,1 | 2 467,4 | 2 429,8 | 2 302,2 | 5 430,2 | 7 943,0 | 9 817,1 | 6 942,1 |
| Effectifs des magistrats dans le système judiciaire | 155 | 162 | 179 | 205 | 236 | 263 | 287 | 308 |
| ACTIVITES DES JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE | | | | | | | | |
| Cour de Cassation | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | - | 126 | 112 | 151 | 172 | 170 |
| Décisions rendues | - | - | - | 78 | 114 | 95 | 162 | 161 |
| Conclusions rendues par le parquet général | - | - | - | 77 | 110 | 75 | 138 | 154 |
| Cours d'appel | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales | 673 | 836 | 865 | 824 | 924 | 866 | 964 | 964 |
| Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales | 400 | 643 | 537 | 743 | 605 | 531 | 679 | 807 |
| Affaires nouvelles pénales | 239 | 137 | 333 | 275 | 247 | 258 | 380 | 353 |
| Décisions des chambres d'accusation | ND | 80 | 124 | 237 | 244 | 198 | 249 | 185 |
| Tribunaux de grande instance | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles civiles et commerciales | 1 801 | 1 838 | 1 928 | 2 063 | 1 816 | 2 162 | 2 841 | 3 530 |
| Jugements rendus des affaires civiles et commerciales | 1 659 | 1 701 | 1 813 | 1 952 | 1 915 | 2 186 | 2 781 | 3 175 |
| Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets | 5 643 | 5 364 | 5 640 | 5 779 | 6 451 | 6 392 | 7 524 | 8 295 |
| Jugements rendus par les chambres correctionnelles | 3 477 | 3 583 | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 | 5 247 |
| Affaires nouvelles en instruction | 599 | 702 | 669 | 722 | 724 | 843 | 994 | 1 001 |
| Affaires en Instruction terminées | 145 | 163 | 302 | 232 | 186 | 283 | 299 | 439 |
| Tribunaux d'instance | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles (hors injonctions de payer) | - | - | - | - | 108 | 202 | 243 | 229 |
| Décisions rendues (hors injonctions de payer) | - | - | - | - | 78 | 182 | 234 | 208 |
| Juges des enfants | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | - | - | 0 | 83 | 59 | 66 |
| Décisions rendues | - | - | - | - | 0 | 50 | 63 | 66 |
| Tribunaux pour enfants | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | - | - | 0 | 0 | 11 | 1 |
| Affaires terminées | - | - | - | - | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Tribunaux du travail | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | 203 | 288 | 340 | 354 | 323 | 440 | 459 | 578 |
| Décisions rendues | 264 | 321 | 316 | 295 | 457 | 447 | 379 | 346 |
| ACTIVITES DES JURIDICTIONS DE L'ORDRE ADMINISTRATIF | | | | | | | | |
| Cour des comptes | | | | | | | | |
| Comptes de gestion reçus | - | - | 47 | 85 | 378 | 446 | 352 | 835 |
| Arrêts provisoires et définitifs rendus | - | - | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 26 |
| Contrôles de gestion effectués | - | - | 0 | 2 | 6 | 11 | 3 | 13 |
| Conseil d'État | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | 35 | 47 | 67 | 50 | 87 | 62 |
| Affaires jugées | - | - | 10 | 11 | 46 | 38 | 60 | 53 |
| Tribunaux administratifs | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | 124 | 98 | 96 | 93 | 105 | 105 | 210 | 158 |
| Décisions rendues | 83 | 57 | 86 | 95 | 125 | 111 | 221 | 151 |
| ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES | | | | | | | | |
| Ensemble des détenus au 31 décembre | 2 204 | 2 757 | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 | 4 207 |
| Nombre d'inculpés au 31 décembre | 776 | 945 | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 | 1 131 |
| Nombre de condamnés au 31 décembre | 785 | 1 059 | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 | 2 260 |